

Les stratégies de vitalisation du basque en regard de celles du breton

Par Bertrand Deléon.

Introduction : présentation géographique et démographique de la Bretagne et du Pays Basque

La Bretagne (*Breizh* en breton ; *Bertègn* en gallo) dans ses dimensions historiques a une superficie de 34 023 m² tandis que le Pays Basque historique (*Euskal Herria* en basque) couvre 20 664 m². Les deux entités sont scindées administrativement et très différemment. 4 829 968 habitants sont dénombrés en Bretagne en 2021 et l'ensemble du Pays Basque comptait 3 123 000 habitants en 2016.

La Bretagne englobe 5 départements dont la frontière Est correspond presque intégralement au découpage historique. La Bretagne compte 9 pays anciens sur son territoire, eux-mêmes divisés en terroirs. Ces 9 pays sont le Léon, La Cornouaille, Le Trégor, le Vannetais, le pays de Saint-Brieuc, le pays de Saint-Malo, le pays de Dol, le pays de Rennes et le pays de Nantes. Le découpage administratif en départements ne tient pas compte de ces pays historiques et des terroirs. Par ailleurs, quatre départements se trouvent dans la région administrative nommée "Bretagne" (Finistère, Côtes d'Armor, Morbihan et Ille-et-Vilaine) et le département de Loire-Atlantique a été intégré sans consultation de la population à la région administrative nommée Pays-de-la-Loire. Il s'agit d'un produit administratif imaginé, qui n'a aucune légitimité historique, culturelle, géographique, économique propre. Nantes fut longtemps la capitale de la Bretagne, en tant qu'Etat ou province, selon les périodes de l'Histoire. Rennes la supplanta sous l'Ancien Régime pour devenir, de nos jours, la préfecture de région administrative "Bretagne" et Nantes, celle des Pays-de-la-Loire. En dépit de ces découpages, l'ensemble de la péninsule a conservé une certaine unité. A l'Ouest d'une ligne Plouha – Batz-sur-mer, le breton était majoritaire au début du XXe siècle ; tandis qu'à l'Est de cette frontière linguistique, le gallo était majoritaire. De récents travaux démontrent que la frontière Sud était plutôt un dégradé s'étendant jusqu'à La Roche-Bernard, voire l'embouchure de la Loire¹. Le breton est une langue celtique brittonique, appartenant au groupe celtique insulaire (comme le Gallois et le Cornique en Grande-Bretagne) des langues indo-européennes. Le gallo appartient aux langues romanes d'oïl, également de la famille des langues indo-européennes mais d'origine essentiellement latine. Des interactions et des emprunts linguistiques existent entre le breton et le gallo mais les deux idiomes sont bien distinctes. De sa proximité linguistique avec le français, le gallo est parfois perçu comme un dialecte, bien que plus ancien que la langue française officielle.

Le Pays Basque est séparé en 3 provinces administratives réparties sur les Etats français et espagnol. La frontière des Pyrénées fait la séparation entre les deux Etats, espagnol et français, et le Pays Basque s'étend de chaque côté. Sept régions le composent. Au Nord, le Pays Basque Nord ou Iparralde, sur l'Etat français ; on y distingue trois régions historiques : le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule. Intégrées au département des Pyrénées-Atlantiques, ces 3 parties constituant le Pays Basque Nord n'avaient aucune représentation administrative jusqu'à la

¹ Hervé Dréan. L'environnement sonore en Haute-Bretagne (1880-1950) : l'exemple de la région de La Roche-Bernard. Linguistique. Université Rennes 2, 2018. <https://www.theses.fr/2018REN20054>
Bertrand Deléon. Bezañs dizehan ar brezhoneg e "Reter gallaouek" Bro-Wened. Literature. 2019. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02308487>

création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en 2017. Le projet d'un département basque porté par des élus ayant échoué, les communes se sont regroupées en EPCI afin d'établir des orientations politiques propres à cette partie du Pays Basque. Au Sud, sur l'Etat espagnol, se trouvent deux communautés autonomes avec un statut différent : la Communauté Autonome Basque et la Navarre. La première bénéficie d'une autonomie large : les impôts sont levés par une administration fiscale basque ; 5 % sont reversés à l'Espagne. L'enseignement, la police (Ertzaintza), la santé (Osakidetza) sont gérés par la communauté autonome (EAE-CAV). Trois régions la composent : la Biscaye, le Gipuzkoa et l'Alava. La capitale est Vitoria-Gasteiz. La seconde, la Communauté forale de Navarre, n'est composée que d'une seule province avec un statut d'autonomie semblable aux 16 autres provinces autonomes d'Espagne.

Contrairement à la Bretagne et la partie Nord du Pays Basque, du côté de l'Etat français, un gouvernement autonome administre chacune des deux parties de territoire basque sur l'Etat espagnol.

Il est à noter que 18 communes du Pays Basque Nord ont aussi comme langue l'Occitan² gascon et béarnais, parlé par 5 % de la population dans les communes du Nord et de l'Est de l'Iparralde.

Comparer ainsi les stratégies d'imprégnation des langues basque et bretonne s'avère complexe, d'autant que les outils diagnostics sont parfois très différents. Plus complets au Pays Basque, mais plus espacés, ces diagnostics sont détaillés, étudiés et définissent les feuilles de route des territoires basques.

Par ailleurs, les Basques définissent l'ensemble des provinces basques comme territoire de la langue basque, bien que le Sud de l'Alava et de la Navarre ne sont pas des territoires traditionnels des variantes de la langue basque.

L'évolution sociale de la Bretagne et du Pays Basque se ressemble : l'âge moyen met en évidence une société dite vieillissante, l'espérance de vie augmente alors que le taux de natalité, jadis élevé, devient relativement faible. Au Pays Basque, la part des jeunes dans la population baisse : les 65 ans et plus sont plus nombreux que les moins de 20 ans (21,1 % contre 19 %). L'immigration est en forte croissance et vient à freiner le vieillissement de la population tandis que beaucoup de jeunes s'exilent avec des taux d'instruction et de qualification élevés. L'arrivée de retraités et de personnes de l'extérieur s'est amplifiée durant les confinements de 2020-2021³. Les deux peuples connaissent une longue histoire d'exode de leurs forces vives⁴ et ont développé une diaspora notoire à travers le monde : cette tendance à l'exil est renforcée par la difficulté de se loger à proximité des agglomérations littorales. En effet, l'installation de nouveaux résidents, venant de régions où le salaire est plus élevé et, par conséquent, au pouvoir d'achat supérieur à celui des autochtones, a des incidences sur le tissu socio-économique dans certaines parties de territoires bretons et basques. La Bretagne pourrait retrouver les taux élevés d'exil de l'après-guerre selon les géographes mais il est fort difficile de réunir des statistiques en la matière. L'exode est un sujet récurrent, spécialistes et politiques en parlent, mais recueillir des données et en faire des publications concrètes semblent tabous. Pendant longtemps, le premier mouvement d'exode unilatéral était de la campagne vers les agglomérations urbaines. On assiste désormais à un phénomène de rurbanisation des périphéries urbaines⁵. Ce qui a longtemps été perçu comme le « modèle économique breton », qui fut en quelque sorte une réaction de survie que d'aucuns qualifieraient de politique de la terre brûlée, n'a pas d'équivalent au Pays Basque, surtout au Sud

² https://www.communaute-paysbasque.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/Langue/Gascon-Gaskoia/Chifras_Zenbakiak/2018_04_Enquete_sociolinguistique_Pyrenees-Atlantiques.pdf

³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-90019>

⁴ Robert Bariou. Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne centrale : l'exemple de la Haute-Cornouaille. Article in *Norois*, n°84, 1974. pp. 527-539 : https://www.persee.fr/doc/noroi_0029-182x_1974_num_84_1_3402

⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6037306>

qui a gagné beaucoup par l'autonomie dont les Basques bénéficient en Communauté Autonome Basque et en Navarre.

Ce qui est certain est que la Bretagne et le Pays Basque, comme toute autre région avec une identité distincte, doivent rivaliser d'ingéniosité pour sauver leurs langues puisque le cœur originel de leur patrimoine linguistique est atteint par ces flux économiques et les mouvements de population qui en résultent, d'une part, par la non-reconnaissance des Etats de leurs langues et par la mondialisation, d'autre part.

I. Présentation des organismes d'observation des langues basque et bretonne

A. L'Office Public de la Langue Basque (OPLB) / Euskararen Erakunde Publikoa et l'Office de la Langue Bretonne (OPLB) / Ofis Publik ar Brezhoneg

Il s'agit d'un Groupement d'Intérêts Public (GIP) créé en 2004 dans la partie basque sur l'Etat français et réunissant tous les niveaux de pouvoirs publics que sont l'Etat, la région administrative, le département, la communauté d'agglomération. Sa création résulte d'un processus de construction progressif d'une politique linguistique basque. En 1992, la langue et la culture basques sont validées dans la Prospective territoriale Pays Basque 2010. En 1997, un schéma d'aménagement linguistique est intégré au schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque. En 2000, un volet propre à la langue basque est adopté dans la Convention Spécifique Pays Basque (Déclinaison territoriale du Contrat Plan Etat-Région). En 2001, la création de la Maîtrise d'Ouvrage Publique pour la politique linguistique ouvre de nouvelles perspectives à travers la concertation des pouvoirs publics dans l'octroi des aides financières aux associations. Puis, en 2004, l'Office Public de la Langue Basque, sous sa forme actuelle, naît.

Le groupement est chargé de :

« - Concevoir, définir et mettre en œuvre une politique linguistique publique et concertée en faveur de la langue basque ;

- Mobiliser les moyens financiers nécessaires pour mener à bien les actions retenues dans le cadre de son programme d'activité, ou confiées à des maîtres d'œuvre qu'il conventionne à cette fin. »⁶

L'Office Public de la Langue Basque (OPLB) s'articule sur deux axes principaux : un partenariat permanent avec l'Education Nationale et le développement des usages de la langue basque dans la vie publique.

« Au terme de 15 ans de mise en œuvre, la politique publique conduite par l'OPLB porte ses fruits. Dans le cadre d'un partenariat permanent avec l'Éducation nationale, au sein des établissements scolaires du premier degré du territoire, 66 nouveaux sites d'enseignement bilingue basque/français ont vu le jour dans les 3 filières (publique, privée confessionnelle, immersive). Aujourd'hui, 41% des élèves du primaire sont scolarisés dans une des trois filières bilingues (contre 24% en 2004). Cette proportion est passée de 30% à 47% en maternelle (chiffres de 2019) ;

L'OPLB travaille également à développer les usages de la langue basque (dans les médias, la vie sociale, les loisirs, le sport), en particulier auprès des jeunes. Il s'agit de promouvoir l'usage social du basque, pour que la langue apprise soit aussi une langue pratiquée, vue et entendue

⁶ Présentation de l'Office de la Langue Basque / Euskaren erakunde publikoaren aurkezpena, 2020.

dans les lieux de vie, de manière à donner aux locuteurs bascophones la possibilité de pratiquer la langue basque dans tous les pans de la vie sociale. »⁷

Son équivalent en Bretagne est l'Office Public de la Langue Bretonne (OPLB, répondant au même sigle que que son homologue basque). Il s'agit d'un Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC). Les membres fondateurs de cet organisme officiel sont l'Etat, le Conseil Régional de Bretagne, le Conseil Régional des Pays de la Loire et les Conseils Départementaux du Finistère, du Morbihan, des Côtes d'Armor, de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique.

Dans son organisation, on peut dire que les Bretons ont eu de l'avance sur ce point. Issu de plusieurs groupes de travail émergeant de l'Institut Culturel de Bretagne dans les années 80, fut créé Servij ar Brezhoneg qui deviendra l'Office de la Langue Bretonne en 1999 avant de se muer en Office Public de la Langue Bretonne en 2010. « Il a pour principales missions la promotion de la langue bretonne et le développement de son emploi dans l'ensemble des domaines d'usage d'une langue. L'établissement met en œuvre les politiques linguistiques qui lui sont confiées par les pouvoirs publics membres. L'Office Public concentre notamment ses efforts sur la structuration du développement de l'offre d'enseignement bilingue. Il participe également pleinement à l'enrichissement du corpus de la langue ainsi qu'à son adaptation continue au monde contemporain. »⁸

Les objectifs, l'organisation et les partenaires des deux « Offices » sont sensiblement similaires. Les Basques s'attacheraient plus aux outils diagnostics que leurs homologues bretons (plus de fréquence et de précision dans la diversité des diagnostics à travers une collaboration avec les provinces autonomes) tandis que les Bretons proposent un large panel d'outils de terminologie, de toponymie à la disposition du grand public comme à l'attention des collectivités.

B. Le Département d'Education, de politique linguistique et de culture / Eusko Jaurlaritza Hezkuntza, hizkuntza politika eta kultura saila / Departamento de Educación, Política Lingüística y Cultura

Il s'agit du département du gouvernement basque en charge du système éducatif de la Communauté Autonome Basque⁹, de la langue et de la culture basques. Ce ministère de l'Education a des pouvoirs conférés par le statut d'autonomie en ce qui concerne l'enseignement général, l'enseignement spécialisé, professionnel, l'enseignement supérieur et autres formations qualifiantes. C'est aussi l'autorité publique chargée de la recherche et de sa coordination.

Concernant l'Euskara, il régit la politique de normalisation dans l'utilisation de la langue basque, le déroulement et l'analyse des enquêtes sociolinguistiques en collaboration avec ses homologues en Pays Basque Nord, sur le territoire de l'Etat français, et de la Navarre, sur le territoire de l'Etat espagnol.

C. Euskarabidea, institut de la langue basque en Navarre

⁷ <https://www.bayonne.fr/cest-a-bayonne/culture/langues-et-cultures-identitaires-au-xxie-siecle/langue-et-culture-basques-au-xxie-siecle/office-public-de-la-langue-basque>

⁸ <https://www.fr.brezhoneg.bzh/137-l-oplb.htm>

⁹ <https://www.euskadi.eus/gobierno-vasco/departamento-cultura-politica-linguistica/>

Euskarabidea¹⁰ est un organisme autonome rattaché au Département des relations citoyennes de la région de Navarre.

Le décret foral 303/2019 du 6 novembre attribue à l'institut les pouvoirs d'étude et de conseil pour l'élaboration des normes de l'usage officiel du basque, ainsi que la planification, la promotion et la gestion des ressources de cette langue dans le domaine de la Communauté forale de Navarre.

Euskarabidea est régi par deux organes : la direction de la gestion et un conseil d'administration.

II. Données comparées

A. Les relations avec l'Etat (France – Espagne)

Le développement ou la maintenance des langues bretonne et basque est en partie lié à des facteurs administratifs relevant de l'Etat. Ce dernier facilite ou, a contrario, fait obstacle à la progression des langues dans la vie publique, dans l'audiovisuel et à l'école. En Bretagne, le breton n'a aucun statut officiel. Toutefois, comme pour le Pays Basque, le ministère de la Culture classe ses langues comme « patrimoine immatériel »¹¹. D'autres pratiques culturelles impliquant la langue bretonne sont également classées comme patrimoine immatériel¹². Concrètement, les associations qui les promeuvent n'ont pas plus d'aides publiques de l'Etat dans leur globalité. En termes de budget du Ministère de la Culture, l'essentiel est retenu à Paris et en Ile-de-France à hauteur de 84 % du budget¹³ total, ce qui laisse des miettes (16 % du budget de la Culture) à plus de 55 millions d'habitants. La part revenant à la culture vivante est réduite à peau de chagrin. Le budget est par ailleurs beaucoup plus resserré par le fait qu'il n'y a eu que peu d'entrées d'argent pour l'Etat à travers la taxe sur les spectacles et événements culturels, du fait de la « période Covid ». La Bretagne ou le Pays Basque Nord doivent compter essentiellement sur les budgets des collectivités : communautés d'agglomération, départements, régions.

La situation est radicalement différente pour les régions basques sur le territoire de l'Etat espagnol, étant donné que l'essentiel des impôts collectés restent dans ces territoires. Le budget de l'Education et de la formation de la Région administrative de Bretagne s'élève à 715 millions d'euros. La part allouée à la politique linguistique est transversale dans la répartition des budgets et est difficilement identifiable. Elle reste très faible, de toute manière, en regard des budgets basques. Rien que dans la Communauté autonome, dont la superficie est un peu plus de 4 fois plus petite que la Bretagne, le budget dédié spécifiquement à la politique linguistique s'élève à

¹⁰ <https://www.euskarabidea.es/castellano/presentacion>

<https://www.pamplona.es/entidades/euskarabidea-instituto-navarro-del-euskera-gobierno-de-navarra>

¹¹ Publiée au *Journal officiel* du 23 mai 2021, la loi n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion a été amputée de certaines de ses dispositions par le Conseil constitutionnel.

¹² Exemple : <https://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Patrimoine-culturel-immateriel/Files/Fiches-inventaire-du-PCI/La-pose-de-la-branche-de-mai-dans-le-Morbihan>

¹³ Assemblée Nationale, rapport Giraud, III - B : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/l15b2301-tiii-a11_rapport-fond#:~:text=Le%20second%20constat%20porte%20sur,s%27%C3%A9l%C3%A8ve%20%C3%A0%2084%20%25.

69,4 millions d'euros¹⁴ mais l'euskara profite aussi indirectement des 322,4 millions dédiés à la culture dans la CAB. Il est impossible pour la région administrative de Bretagne de rivaliser tant est que son budget¹⁵ total est seulement légèrement supérieur à ceux de la ville de Rennes¹⁶ et de Rennes agglomération¹⁷ additionnés. A titre de comparaison, le budget total de fonctionnement de la Communauté d'agglomération Pays Basque, autrement dit du Pays Basque Nord sur la partie incluse dans l'Etat français, est de 689 millions d'euros¹⁸, pour une surface d'un demi-département français. Celui de la Communauté Autonome Basque est de plus de 13,1 milliards d'euros¹⁹ et celui de la Navarre de 5,27 milliards d'euros²⁰. Le budget total d'Euskal Herria s'élève donc à près de 20 milliards d'euros quand celui de la Bretagne, territoire plus vaste de presque 13 000 km² et ayant plus d'un million et demi d'habitants de plus, est plus de 11 fois inférieur.

L'enseignement en breton et en basque dépendent également du Contrat Etat-Région pour la Bretagne et le Pays Basque Nord. Il est renouvelable tous les 6 ans et permet le financement en partenariat avec l'Etat de « projets structurants ». Dans cette convention Etat-Région, les régions sont forces de propositions ; c'est ainsi que le Conseil Régional de Bretagne a souhaité faire valoir un projet de convention ambitieux, à partir de la « Loi Molac ». La loi Molac, adoptée le 8 avril 2021, reconnaît que « les langues régionales font partie du patrimoine linguistique de la France, favorise l'accès à un enseignement immersif dans les écoles publiques et privées, et autorise l'usage de signes diacritiques des langues régionales dans les actes de l'état civil (une problématique rendue visible à la suite de "l'affaire Fañch"²¹). La loi a pour double objectif de protéger et de promouvoir le patrimoine immatériel et la diversité culturelle dont les langues régionales constituent l'une des expressions. »

Des mesures furent supprimées par amendement des députés français²², des dispositions de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, dite "loi Toubon"²³, ont par ailleurs été réécrites afin de préciser "qu'elles ne font pas obstacle à l'usage des langues régionales et aux actions publiques et privées menées en leur faveur". Certains points supprimés furent réintroduits par les sénateurs :

« À l'initiative des sénateurs, des mesures sur l'enseignement des langues régionales, prévues initialement dans la proposition de loi mais supprimées par les députés, ont été réintroduites.

Le code de l'éducation est modifié pour :

¹⁴ <https://www.euskadi.eus/gobierno-vasco/-/noticia/2021/el-departamento-cultura-y-politica-linguistica-contara-presupuesto-322-4-millones-euros-2022-11-6-mas-que-ano-anterior/#:~:text=La%20Viceconsejer%C3%ADa%20de%20Pol%C3%ADtica%20Ling%C3%BC%C3%ADstica,del%20euskera%20de%20la%20ciudadan%C3%ADa>

¹⁵ Le budget de la Région Bretagne s'élève à 1,72 milliard d'euros. <https://www.bretagne.bzh/actualites/la-session-sur-le-budget-2022-en-bref/#:~:text=Le%20premier%20budget%20de%20cette,carbone%2C%20et%20plus%20de%20Bretagne.>

¹⁶ <https://metropole.rennes.fr/le-budget-rennais>

¹⁷ <https://metropole.rennes.fr/975-meu-de-budget-en-2022-pour-la-metropole>

¹⁸ <https://www.boe.es/boe/dias/2022/02/11/pdfs/BOE-A-2022-2177.pdf>

<https://www.communaute-paysbasque.fr/a-la-une-2/actualites/actualite/vote-du-budget-2022-190-millions-deuros-dinvestissements-pour-le-pays-basque>

¹⁹ <https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/8536710/el-parlamento-vasco-aprueba-presupuestos-de-2022-con-apoyo-de-pnv-y-pseee-y-abstencion-de-eh-bildu/>

²⁰ <http://www.navarra.es/NR/rdonlyres/33473724-7895-4486-9304-BF3C48D7084F/0/1LeyForalPresupuestos2022.pdf>

²¹ *Ouest-France*, 29/11/2019 « Affaire Fañch. Un deuxième bébé breton se voit refuser le ñ tilde », Metig Jakez-Vargas.

²² <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/2654/AN/80>

²³ <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000005616341/2021-02-02/>

- obliger les communes de résidence, qui ne disposent pas d'écoles bilingues, à contribuer aux frais de scolarité des écoles privées sous contrat proposant un enseignement bilingue²⁴. De nombreux contentieux existent sur ce forfait "scolarité" instauré par la loi du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance²⁵ mais uniquement de manière volontaire ;
- généraliser l'enseignement des langues régionales comme matière facultative dans le cadre de l'horaire normal d'enseignement (de la maternelle au lycée)²⁶, sur le modèle développé en Corse depuis 20 ans. »²⁷

La signalétique bilingue, la traduction en « langue régionale » et son utilisation dans la communication institutionnelle est désormais autorisée dans les services publics à travers cette loi. Or, ces avancées introduites par le travail du député breton Paul Molac se confrontent à d'autres réalités. Les propositions du Conseil Régional de Bretagne soumises à validation de l'Etat dès octobre 2021, ayant pour finalité la mise en place de la Convention Etat-Région, ont été retoquées par le Ministère de l'Education. Les associations bretonnes se sont insurgées lorsque la quasi-totalité de la partie enseignement a été censurée par le Rectorat de Rennes. L'Office Public de la Langue Bretonne fut également écarté, selon les associations, « alors même que les Offices Publics des Langues ont été parties prenantes lors de la rédaction de la nouvelle circulaire et qu'ils sont un outil qui rassemble l'ensemble des acteurs.²⁸ », soulignent-elles.

Le texte initial, rédigé en concertation avec les différents acteurs associatifs concernés, avançait des points précis sur l'ouverture de nouveaux sites primaires et secondaires bilingues, avec un objectif de 50 000 élèves d'ici 2030 ; faciliter le recrutement et la formation des enseignants ; tenir compte des spécificités de l'enseignement immersif de Diwan ; sécuriser et valoriser les parcours bilingues et LCR (Langues et Cultures Régionales) jusqu'au baccalauréat général, technologique et professionnel, en empêchant la mise en concurrence du breton avec les autres langues vivantes et en permettant aux élèves de passer leurs examens en breton (possibilité à tous les élèves de pouvoir être inscrit en section européenne et de rendre compatible la spécialité breton avec d'autres spécialités langues) ; élaborer et mettre en œuvre un plan de développement des Disciplines Non-Linguistiques (DNL) en breton (minimum de 2 DNL pour tout nouveau site bilingue dans le second degré (collège, lycée) hors enseignement de la langue (public et catholique) et en accompagnant les lycées volontaires à ouvrir les premières formations techniques ou professionnelles en langue bretonne).

En Pays Basque Sud (Communauté Autonome Basque et Communauté Férale de Navarre), les gouvernements des deux provinces décident de la politique linguistique avec des moyens bien plus conséquents. Le statut d'autonomie fut accordé à la Communauté Autonome Basque le 1^{er} octobre 1931. Or, si l'Etat espagnol reconnaît aux communautés autonomes le droit d'utiliser et d'enseigner leurs langues, la Constitution républicaine espagnole affirmait dès le 9 décembre 1931 la primauté du castillan sur les autres langues :

Art. 4. Le castillan est la langue officielle de la République. Tous les Espagnols ont l'obligation de la connaître et le droit de l'utiliser, sans préjudice des droits que les lois de l'État reconnaissent aux langues des provinces ou des régions. Sauf dispositions parues dans des lois spéciales, ni la connaissance ni l'utilisation d'une langue régionale ne pourront être exigées.

²⁴ http://www.senat.fr/amendements/2020-2021/177/Amdt_6.html

²⁵ <https://www.vie-publique.fr/loi/269264-loi-ecole-de-la-confiance-du-26-juillet-2019-loi-blancher>

²⁶ http://www.senat.fr/amendements/2020-2021/177/Amdt_7.html

²⁷ <https://www.vie-publique.fr/loi/278001-loi-sur-les-langues-regionales-loi-molac>

²⁸ <https://www.divaskell.bzh/2022/01/06/dossier-de-presse-du-5-janvier-2022/>

Art. 50. Les régions autonomes pourront organiser l'enseignement dans leurs langues respectives, en accord avec les compétences accordées dans leurs statuts. L'étude de la langue castillane est obligatoire et elle sera également utilisée dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire des régions autonomes. L'État pourra y maintenir ou créer des institutions d'enseignement de tous les degrés dans la langue officielle de la République.²⁹

Les statuts d'autonomie ont évolué ces dernières années pour laisser une plus grande liberté dans la politique linguistique³⁰. Beaucoup de régions de l'Etat espagnol, comme le Pays Basque ou la Catalogne, ont bénéficié de cette souplesse et se sont moins heurtés à l'opposition politique ressentie au sein des principaux partis espagnols³¹. Les revendications de souveraineté, principalement en Catalogne, ont réveillé le bras de fer à travers une lutte sur le plan juridique et un débat constitutionnel. Dans l'alinéa 3 du Statut d'autonomie de la Catalogne, il est stipulé que l'État et le gouvernement de la *Generalitat* doivent faire le nécessaire afin d'obtenir l'officialisation du catalan au sein de l'Union européenne et d'assurer la présence ainsi que l'utilisation du catalan dans les organismes internationaux. Il y a bien une volonté d'une représentation à égale avec les Etats européens, en passant par-dessus l'échelon de l'Etat espagnol³².

B. Données comparées

a) Le nombre de locuteurs

Des enquêtes linguistiques en Bretagne³³ et au Pays Basque³⁴ sont régulièrement menées. Elles offrent un état des lieux de la langue et de son imprégnation dans la population. En se basant sur celle de 2019 de l'Office Public de la Langue Bretonne et celle de 2016 au Pays Basque, il est possible de dresser un tableau comparatif et d'en tirer les différences majeures. Bien qu'ancienne, datant de 2016, l'enquête basque est plus aboutie que celle de Bretagne et pilotée par des organismes publics pouvant s'offrir des prestataires d'enquêtes plus dispendieux. Une nouvelle enquête sociolinguistique basque devrait voir le jour en 2022. Concernant la représentativité, l'écart du nombre de personnes interrogées n'est pas dissemblable : en Bretagne, 8162 personnes furent interrogées au sujet de l'utilisation du breton et du gallo ; au Pays Basque, 8218 personnes furent interrogées sur les 3 territoires (4200 en communauté autonome ; 2018 en Navarre ; 2000 au Pays Basque Nord).

²⁹ Jorge De Esteban, *Constituciones españolas y extranjeras*, vol. 1, Madrid, Éd. Taurus, 1977, p. 310 et 320. préambule et art. 3, " Constitución Española ", Joaquín Tornos, *Legislación sobre Comunidades autónomas*, vol. 1, Madrid, Éd. Tecnos, 1982.

³⁰ <https://www.cairn.info/revue-la-linguistique-2008-1-page-7.htm#no3>

³¹ <https://www.euractiv.fr/section/langues-culture/news/spanish-promotion-of-regional-languages-did-not-breach-state-aid-rules/>

³² José Carlos Herreras, Le statut des langues de l'Espagne dans les nouveaux " statut d'autonomie » in *La linguistique* 2008/1 (Vol. 44), pages 7 à 28. Cf. dispositions additionnelles première, alinéa 1, et troisième, alinéa 1, " Ley 1/1998, de 7 de enero, de política lingüística ", Generalitat de Catalunya, *Diari Oficial de la Generalitat*, núm. 2553, 9/1/1998, Barcelona.

José Carlos Herreras, " Le statut des langues régionales espagnoles au sein de l'Union européenne ", *Actes du XXIX^e Colloque international de linguistique fonctionnelle, Helsinki 2005*, Juhani Härma et autres (éd.), Helsinki, Département des langues romanes de l'Université de Helsinki, p. 97-102.

³³ Enquête sociolinguistique, Région Bretagne, Office Public de la Langue Bretonne. Carhaix, 2018.

³⁴ VI^e enquête sociolinguistique, 2016, gouvernement de la Communauté Autonome Basque, gouvernement de Navarre, Office Public de la Langue Basque, Eusko Jaurlaritzaren Argitalpen Zerbitzu Nagusia. Vitoria-Gasteiz, 2019.

L'enquête sociolinguistique bretonne comprend un état des lieux du breton et du gallo. L'évaluation du gallo est plus compliquée du fait de sa proximité avec la langue française, tant sur les interactions idiomatiques que sur la perception de ses locuteurs pour l'identifier. Pour rester dans le sujet d'une étude comparative des langues basques et bretonnes et afin de bien définir les stratégies mises en place, nous resterons sur le breton pour ce qui concerne la Bretagne.

Nous serions 225 000 locuteurs en breton, dont 210 000 adultes. L'enquête estime à 125 000 le nombre de locuteurs passifs. 350 000 habitants de Bretagne seraient ainsi à même de comprendre le breton. L'enquête au Pays Basque (Euskal Herria) différencie les bascophones expérimentés des bascophones réceptifs (un certain niveau de connaissance de la langue basque) : soit 751 527 locuteurs et 434 370 réceptifs, résidant sur le territoire basque. On obtient donc 1 185 897 locuteurs basques de niveaux différents.

Environ 45 000 personnes utiliseraient le breton quotidiennement. Parmi les 751 527 locuteurs bascophones en 2016, 44,5 % d'entre eux ont plus d'aisance à s'exprimer en basque, 26 % autant qu'en français (partie nord) ou en espagnol au sud. On conçoit dès lors que la pratique quotidienne du basque est nettement plus élevée que celle du breton.

L'usage du breton sur les 5 départements concernerait 5,5 % de la population. Il est en diminution constante. Il est de 28,4 % pour la langue basque. En l'espace de 25 ans, le basque a gagné 223 000 locuteurs. Plus de la moitié des jeunes basques (16-24 ans) parlent basque (55,4 %). En Bretagne, force est de constater que les efforts pour transmettre la langue ne sont pas à la hauteur : seulement 2,3 % des 25-24 ans sont capables de s'exprimer en breton. C'est une légère hausse face aux 15-39 ans, dont le pourcentage est encore moindre : cela s'explique par le développement des classes bilingues et par immersion, encore bien timide toutefois, mais dont le soutien verbal de certains politiques, notamment l'objectif précédent du Conseil Régional d'atteindre les 20 000 enfants scolarisés en filières bilingues ou par immersion, a pu motiver des parents (objectif non-atteint encore). La Bretagne compte 30 000 locuteurs en breton de moins de 40 ans. On compte au Pays Basque 16,4 % de locuteurs passifs (ou réceptifs). L'étude de l'Office Public de la Langue Bretonne démontre que 5 % des Bretons entendent le breton quotidiennement, presque la moitié dit l'entendre rarement jusqu'à régulièrement (54 % ne l'entendent jamais). Tandis que la population de locuteurs basques rajeunie, celle des Bretons continuent à vieillir. En 25 ans les Basques ont renversé la tendance. Les plus de 65 ans ont perdu 8,1 % en 25 ans quand les 25-34 ans ont gagné 19,4 % et les 16-24 ans, 32,9 %. La population brittophone reste quant à elle majoritairement plus âgée : parmi les plus de 15 ans, près de 80 % ont plus de 60 ans.

En Bretagne, le breton gagne les agglomérations mais la langue est encore essentiellement rurale et décline avec la disparition des locuteurs âgés. Le pourcentage de brittophones dans les villes reste faible mais gagne doucement du terrain, en rapport avec le marché de l'emploi et la métropolisation, qui attire les actifs. Ainsi, le breton est peu présent dans les grandes villes et le pourcentage est logiquement plus fort dans celles de Basse-Bretagne, territoire historique du breton, qu'en Haute-Bretagne. Mais le pourcentage de locuteurs augmente plus fortement en Bretagne orientale, pour les raisons de mouvements de population précités mais aussi par l'apprentissage. En zone limitrophe entre le breton et le gallo, dans l'agglomération vannetaise et dans le pays de Redon et de Vilaine, on notera que les moins de 11 ans parlant breton sont numériquement supérieurs au pourcentage des plus de 15 ans. L'offre d'enseignement à l'école est aussi plus élevée qu'ailleurs en Haute-Bretagne. Le plus significatif étant à Vannes avec presque 6 % de moins de 11 ans contre 1,3 de plus de 15 ans. Il en va mathématiquement de même en pays de Vitré puisque la part des locuteurs en breton de plus de 15 ans, tout à l'Est de la Bretagne, est proche de 0 dans cette région des plus éloignées de l'aire traditionnellement brittophone.

b) La langue en milieu urbain

La vitalité de la langue est ainsi bien plus forte en milieu urbain au Pays Basque qu'en Bretagne, notamment dans les villes de plus de 150 000 habitants : 35,4 % des habitants de Donostia / San-Sebastian, ville d'une taille intermédiaire entre Brest et Rennes, sont bascophones ; Bilbao et Vitoria-Gasteiz, villes de plus de 200 000 et 300 000 habitants, comptent plus de 18 % de bascophones en 2016. On peut imaginer que l'enseignement a encore augmenté ce pourcentage en 2022. Nous sommes très loin d'arriver à cette proportion de locuteurs en breton dans les agglomérations de Brest, Nantes ou Rennes.

c) La petite enfance

Les modes d'accueil sont multiples. Le plus souvent, les parents eux-mêmes assurent la garde de leurs enfants. La garde collective en établissement d'accueil n'arrive qu'en dernière position, derrière les assistantes maternelles conventionnées.

En France, la gestion collective de la petite enfance, c'est-à-dire avant l'âge de 3 ans, se fait dans des établissements d'accueil de types crèches, haltes-garderies et centres multi-accueils. Dans la Communauté Autonome Basque et celle de Navarre, l'école maternelle démarre à la petite enfance. On parle de l'école maternelle des 0-3 ans. Leur gestion et leur financement dépendent la plupart du temps des collectivités publiques (la commune, la communauté de communes...). Il existe des structures associatives, privées aidées par la CAF, et des structures gérées par des comités d'entreprise, également privées par conséquent. Elles sont agréées par le Conseil Départemental, dans le cadre de la Protection Maternelle Infantile.

En Iparralde, Pays Basque Nord (du côté de l'Etat français), le développement de la langue basque dans ces structures suivait initialement la même stratégie qu'en Bretagne mais le modèle en pratique de l'autre côté de la frontière a « contaminé » la partie sur l'Etat français. L'association bretonne Divskouarn permet de fournir des intervenants extérieurs dans les crèches ou les relais d'assistantes maternelles, dont le coût est pris en charge à hauteur de moitié par les Conseils départementaux. L'initiative de faire entrer le breton dans la petite enfance est souvent née d'une volonté d'une équipe municipale, parfois choisie à travers l'un des paliers de la charte Ya d'ar Brezhoneg³⁵, ou du travail d'information de l'association Divskouarn³⁶. La première micro-crèche immersive a vu le jour à Vannes, avec ses propres salariés, après un long combat, en 2011 initié par des parents d'élèves et des soutiens de l'école Diwan de Vannes, avant d'être modifié en un projet regroupant Divyezh³⁷ (association des parents d'élèves des filières bilingues publiques) et Dihun, devenu Divaskell³⁸ (parents d'élèves des filières des écoles catholiques). Puis, une Maison d'Assistants Maternelles en immersion linguistique a vu le jour en 2015 à Carhaix. En 2017, une nouvelle micro-crèche voit le jour à Saint-Herblain en Loire-Atlantique. Enfin, le Conseil Régional de Bretagne aide à la formation aux métiers de la petite enfance (formation en breton pour adultes dans les centres agréés CAP Petite enfance...) via le dispositif DESK Bugaligou³⁹.

En dehors des rares lieux immersifs, les interventions en breton par Divskouarn restent limitées de 30 mn à 1 h. une fois par semaine à une fois par mois. Toutefois, dans la moitié des structures, il est possible de trouver des brittophones, qui n'ont pas dans leurs prérogatives l'emploi du breton.

La situation basque est bien plus avantageuse pour la langue et, comme exprimé au début de ce paragraphe, le Nord profite du système en vigueur de l'autre côté de la frontière.

³⁵ <https://www.fr.brezhoneg.bzh/31-ya-d-ar-brezhoneg.htm>

³⁶ <https://www.divskouarn.fr/>

³⁷ <http://div-yezh.bzh/fr/>

³⁸ <https://www.divaskell.bzh/>

³⁹ <https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/desk-petite-enfance-breton/>

Le système éducatif en CAB (Communauté Autonome Basque) et en Navarre propose 3 modèles, adoptés au Nord pour la Petite enfance⁴⁰ :

- Le modèle A : l'environnement est bilingue et les salariés s'adressent aux enfants en basque ou en français, au choix des familles.
- Le modèle B : tous les enfants sont pris en charge en basque.
- Le modèle C : tous les enfants sont pris en charge en basque et en français.

L'Office Public de la Langue Bretonne précise dans son étude de 2017 que seules 3 structures relevaient en Bretagne du modèle B basque pour le breton : Babigoù Breizh, Youn ha Solena et MAM-migoù. Le système LEHA⁴¹ basque rassemblait quant à lui 23 établissements labellisés ou en voie de l'être sur « le territoire d'un demi département », soit 1300 enfants⁴². En Bretagne, l'Office Public de la Langue Bretonne estimait, en 2017, à environ 3250 enfants exposés à la langue bretonne mais de manière parfois très réduite. Ce qui représentait 2 % de la classe d'âge des moins de 3 ans. Les dispositifs sont plus présents en Basse-Bretagne, partie historiquement brittophone, et la proportion des jeunes enfants concernés y est plus grande (7,1 % en Finistère). A ces chiffres, il faut ajouter les enfants scolarisés en classes bilingues ou par immersion dès 2 ans en Bretagne et en Pays Basque Nord. Une spécificité qui n'existe pas dans les modèles de la CAB ou de Navarre puisque la scolarisation adaptée à l'âge commence dès la Petite Enfance.

En prenant un exemple dans une région moins bascofphone de la Communauté forale de Navarre⁴³, et de surcroît dans une grande agglomération, le système est proposé comme suit :

« L'organisme autonome "Écoles maternelles municipales de Pampelune⁴⁴" est composé de onze écoles qui offrent le cycle éducatif connu sous le nom de 0-3 ans.

Chaque école est divisée en plusieurs groupes d'âge.

Les écoles sont réparties dans différents quartiers de la ville, tels que Azpilagaña, Milagrosa-Arrosadia, Buztintxuri, Txantrea, Mendebaldea, Mendillorri, Rotxapea ou San Juan.

Les écoles ont quatre modèles linguistiques: espagnol, basque, espagnol avec des activités en anglais et basque avec des activités en anglais.

Pour l'année académique 2022-2023 :

Espagnol

- Haurtzaro : 82 places à temps plein
- Mendillorri : 102 places à temps plein
- Donibane : 102 places à temps plein
- Mendebaldea : 82 places à temps plein

Basque

⁴⁰ Office Public de la Langue Bretonne, la langue bretonne dans le secteur de l'accueil du jeune enfant en 2017. Pôle étude et développement ; Observatoire des pratiques linguistiques, 2020. *Il s'agit du système LEHA : Lehen Haurtzaroaren Euskarazko Herrera.*

⁴¹ LEHA : Lehen Haurtzaroaren Euskarazko Herrera. Il s'agit d'un dispositif d'accueil de la petite enfance en langue basque.

⁴² En 2019 : https://www.communaute-paysbasque.fr/fileadmin/user_upload/mediatheque/Langue/Haurtzaroa/LEHAmapaLurraldeka.pdf

⁴³ <https://www.educacion.navarra.es/web/dpto/primer-ciclo-de-educacion-infantil>

⁴⁴ <http://www.pamplona.es/escuelasinfantiles/verpagina.aspx?idpag=3>

- Izartegi : 82 places à temps plein

Espagnol avec activités en anglais

- Hello Azpilagaña : 82 places à temps plein et 41 à temps partiel
- Hello Egunsenti : 58 places à temps plein
- José María Huarte : 44 places d'une demi-journée

Basque et espagnol avec des activités en anglais

- Goiz Eder : 64 places à temps plein et 32 à temps partiel

Basque avec des activités en anglais et espagnol avec des activités en anglais

- Hello Buztintxuri : 86 places à temps plein
- Lezkairu : 110 places à temps plein

Espagnol, basque avec des activités en anglais et espagnol avec des activités en anglais

- Printzearen Harresi : 102 places à temps plein

Le modèle par immersion linguistique en basque est majoritaire dans les régions très bascophones, en CAB, notamment dans le Gipuzkoa. Pour faciliter encore plus la vie des familles et la natalité, le gouvernement basque autonome va plus loin, en prévoyant la gratuité des « écoles maternelles de 0 – 2 ans », dès 2023, et d'unifier l'aide aux familles sous la forme d'une stratégie comportant 25 mesures⁴⁵.

d) La langue dans l'enseignement scolaire

A la rentrée 2020, l'Office Public de la Langue Bretonne nous donnait 19 336 élèves scolarisés en filières bilingues ou par immersion en Bretagne⁴⁶ : 9821 dans les écoles publiques ; 4030 à Diwan⁴⁷, par immersion linguistique dans 48 écoles, 6 collèges et deux lycées ; 5485 dans les écoles privées catholiques⁴⁸).

Les élèves sont répartis de la maternelle au lycée sur 636 sites d'enseignement dont 290 maternelles, sur les académies de Rennes (18 489 élèves) et de Nantes (847 élèves).

Une croissance en berne pour l'immersion en Bretagne et un ralentissement en bilingue :

Le niveau de langue des élèves est très disparate et le cursus est parfois fragile dans les filières bilingues. Beaucoup d'élèves ne peuvent continuer dans le secondaire. Un peu plus de la moitié des élèves (53,6 %) passant au collège, en 6^{ème}, poursuivent en filière bilingue tandis qu'il s'agissait d'un peu plus de 60 % en moyenne pour les 10 années précédentes. Du collège au lycée, après cette perte d'effectifs scolarisés en bilingue au collège, 38,9 % poursuivront en seconde. La poursuite en filière bilingue lors du passage au collège puis au lycée est plus faible cette année. Pourtant, la croissance des trois réseaux s'est étendue dans le secondaire. La réforme

⁴⁵ <https://www.deia.eus/actualidad/sociedad/2021/12/15/escuelas-infantiles-0-2-anos/1175459.html>

⁴⁶ <https://www.fr.brezhoneg.bzh/5-chiffres-cles.htm>

https://www.fr.brezhoneg.bzh/include/viewFile.php?idtf=4319&path=f4%2F4319_027_Sifrou-DS-ar-c-helenn-divyezhek-2021_glg.pdf

⁴⁷ <https://www.diwan.bzh/>

⁴⁸ <https://www.divaskell.bzh/>

de l'enseignement optionnel dans les lycées a inévitablement affectée cette courbe. Les filières bilingues progressent doucement dans le secondaire : en 2021, les collèges voient 3 nouvelles filières s'ouvrir dans le public et 1 dans le privé catholique ; 1 filière publique en lycée. La perte de deux sites est à déplorer dans un collège public et un lycée privé. L'Office de la langue bretonne reste positif : « on compte 19 nouvelles filières en l'espace de 6 rentrées, soit autant qu'au cours des 20 rentrées précédentes ».

Globalement, seul l'enseignement public progresse cette année. Après des années de progression continue des 3 filières, on note un ralentissement. Diwan et l'enseignement privé connaissent une baisse d'effectifs légère ces dernières années mais la crise sanitaire, par l'absence de portes ouvertes dans les établissements, et la baisse démographique générale dans ces classes d'âge peuvent expliquer en partie cette évolution. Ainsi, la progression globale des effectifs est la plus basse depuis la création des filières bilingues et par immersion.

L'ouverture de nouveaux sites est l'apanage de l'enseignement public, appuyée par la convention Etat-Région en 2015 pour le réseau public. Ce dont ne peut bénéficier les écoles sous statut d'association avec l'Etat (écoles privées catholiques et Diwan). 29 % des sites programmés dans l'enseignement catholique ont vu le jour, contre 19 % l'année précédente. Diwan n'a pas ouvert de nouveaux sites et perd des élèves depuis 4 années, dès la maternelle.

Le pourcentage de bilingues complets à l'âge adulte qui sont allés en classe où le breton est enseigné est faible par conséquent. Les filières sont encore très frêles, en dépit des apparences, et reposent sur les épaules de bonnes volontés. La Basse-Bretagne, territoire linguistique historique, connaît bien évidemment la demande la plus forte.

L'enseignement en basque sur les 3 provinces est plus difficilement quantifiable de l'autre côté de la frontière car la langue y est enseignée de différentes manières.

En dehors de l'étude basque de 2016, nous avons des chiffres plus récents de la rentrée au Pays Basque. En Pays Basque Nord, territoire sur l'Etat français, la fédération des Ikastola scolarise 4100 élèves dans 38 écoles dans cette filière immersive, dont quatre collèges et un lycée⁴⁹. C'est un peu plus que le nombre d'élèves en filière immersive en Bretagne, pour un territoire équivalent à un demi-département sur lequel il est difficile de trouver un inspecteur de l'Education Nationale bascophone pour le 1^{er} degré (écoles maternelles et primaires) alors même qu'il y a tout juste un référent bascophone pour le second degré (collèges-lycées), confie Joseba Erremundeguy, chargé de mission à l'Office Public de la Langue Basque.

Au-delà de la frontière administrative entre les Etats espagnol et français, l'enseignement en basque est plus présent et tire profit d'une reconnaissance officielle dans la Communauté autonome basque (CAB) et en Navarre dans sa zone bascophone.

Dans la CAB, trois modèles d'enseignement sont proposés dans les établissements scolaires :

- Entièrement en basque pour toutes les disciplines, l'espagnol étant enseigné 3 ou 4 heures par semaine en deuxième langue. Il s'agit du modèle le plus répandu.
- Certaines matières sont dispensées en basque et d'autres en espagnol (castillan). Les proportions sont en fonction des établissements mais la majorité consacre la part belle au basque.
- Les cours sont en espagnol, le basque est enseigné comme seconde langue. Les élèves ont 3 à 4 heures par semaine.

Chaque modèle propose un enseignement en anglais. Certaines disciplines sont mêmes dispensées dans cette langue. Le français et l'allemand peuvent être aussi proposés.

Le modèle par immersion était initialement tourné vers les élèves dont le basque est parlé en famille. En 1979, le Ministère espagnol de l'Education et des Sciences s'adressait pour ce

⁴⁹ <https://seaska.eus/fr/nouvelles/rentree-2020-le-president-fait-le-point>

modèle aux locuteurs de langue maternelle. En réalité, ce modèle n'a cessé de croître car la demande a dépassé les familles bascophones. Le modèle en espagnol reste quant à lui stable mais minoritaire. Plus de 90 % des élèves suit au moins la moitié des disciplines en basque. L'enseignement à majorité en espagnol est inférieur à 5 %.

En Navarre, le territoire est réparti en 3 zones linguistiques selon lesquelles les modèles d'enseignement diffèrent. Il existe une zone mixte et très peu bascophone où il est possible de n'avoir aucun enseignement en basque, même en deuxième langue ou option. Néanmoins, partout en Navarre, il est possible d'accéder à l'anglais comme langue d'enseignement dans certaines disciplines. En 2015, la moitié des 218 établissements de Navarre accédait à ce programme de promotion de l'anglais⁵⁰. Parallèlement, le gouvernement foral de Navarre s'engage dans des campagnes de promotion de l'euskara à l'attention des plus jeunes⁵¹. Le modèle d'enseignement en basque que l'on retrouve dans la communauté autonome est majoritaire dans la zone bascophone. Les évaluations dans toutes les matières démontrent que plus l'enseignement en immersion est renforcé, plus le niveau des élèves est élevé dans toutes les disciplines⁵².

Les meilleurs résultats des élèves instruits en filière immersive se démontrent partout dans le monde, notamment en Bretagne dont la langue ne bénéficie pas d'un statut officiel dans l'Etat français. L'ancrage linguistique ne dépend pas uniquement de l'enseignement scolaire mais de la conscience de son rôle, qui est primordial dans la transmission de la langue. En effet, les motivations des familles vont de la dimension affective à la réussite scolaire mais un autre facteur d'ordre sociétal entre en jeu : à ce titre, les motivations d'inscription d'un enfant en filière bilingue ou par immersion diffèrent quelque peu entre le Pays Basque et la Bretagne :

En Bretagne, nombre de non-locuteurs brittophones considèrent le breton comme « leur langue ». Ils estiment même la langue bretonne comme leur langue maternelle⁵³, même s'ils ne la parlent pas. Cette diglossie se rencontre moins au Pays Basque, surtout dans la partie où la langue est le plus parlée. Il est vrai que la pratique sociale des deux langues a beaucoup évolué, surtout en Bretagne où la langue n'est plus la langue généralisée dans les échanges de la société. Au Pays Basque, 55,5 % des personnes expriment une facilité pour s'exprimer en basque sur le territoire où l'euskara est parlé traditionnellement. Presque 30 % des Basques connaissent leur langue contre 5,5 % en Bretagne.

Les résultats du fonctionnement de l'enseignement scolaire au Pays Basque⁵⁴ se font sentir : comme il est cité précédemment, 28,2% des habitants de plus de 16 ans au Pays Basque sont bascophones mais ce pourcentage s'élève à 55,4% chez les jeunes. 36,2 % des bascophones sont des nouveaux bascophones, ce qui a un impact sur leur facilité à s'exprimer en basque. Une personne sur dix (11 %) utilise plus le basque que l'espagnol ou le français, et un peu plus d'une conversation sur dix dans la rue se déroule en basque (13 %). Cette pratique est encore plus dense dans les territoires bascophones comme le Gipuzkoa. Près de neuf parents bascophones sur dix transmettent la langue à leurs enfants (87,3 %). La transmission est nettement inférieure lorsque l'un des parents ne parle pas le basque (45 % avec une mère bascophone et 31 % avec un père bascophone). 66,8 % des élèves de la Communauté Autonome Basque, 24,5 % de Navarre

⁵⁰ Beñat Muguruza, L'enseignement en milieu basque au Pays Basque espagnol : pourquoi est-il en hausse ?, Les langues d'enseignement, enjeu politique, *Revue internationale de Sévres*, 70, décembre 2015. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4516> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4516>

⁵¹ <https://www.navarra.es/es/-/el-gobierno-de-navarra-promociona-el-aprendizaje-de-euskera-entre-la-poblacion-infantil-con-la-campana-regalales-el-euskera-y-llegaran-muy-alto-euskararekin-gora-eta-gora-beti->

⁵² ISEI-IVEI : Institut basque d'évaluation et de recherche de l'Education. <http://www.isei-ivei.net>

⁵³ Catherine Adam, Bilinguisme scolaire breton-français du jeune enfant. Les représentations parentales et leurs influences. Thèse, 2018.

⁵⁴ <https://www.mintzaira.fr/fr/ressources/systeme-dindicateurs-de-la-langue-basque.html>

et 7 % du Pays Basque Nord font leurs études dans des modèles d'immersion linguistique. Par ailleurs, 18,7 % des élèves de la Communauté Autonome Basque et 19,4 % des élèves du Pays Basque Nord font leurs études dans un modèle bilingue.

En Bretagne, les moins de 40 ans représentent 12,2 % des brittophones⁵⁵ totaux, soit moins de 0,7 % de la population totale de la Bretagne. Le rôle de l'enseignement bilingue et par immersion a été primordial tant la transmission familiale s'est affaiblie. Or, le pourcentage de jeunes locuteurs reste faible.

e) La langue à l'université

Quatre universités du Pays Basque-Euskadi (CAB) et de Navarre dispensent, au moins en partie, un enseignement en basque. Ce sont les suivantes : Euskal Herriko Unibertsitatea - Universidad del País Vasco (EHU-UPV), qui comporte 3 campus (le campus de Biscaye à Bilbao/Leioa, le campus de Gipuzkoa à San Sebastian/Eibar et le campus d'Alava à Vitoria-Gasteiz, multidisciplinaire et offrant 255 programmes d'études, l'université UPV/EHU compte plus de 45 000 étudiants, dont plus de 2 000 internationaux) ; Deustuko Unibertsitatea - Universidad de Deusto ; Monduniragon Bertteasita - Université de Mondragon ; Nafarroako Unibertsitate Publikoa - Université Publique de Navarre et l'Université de Navarre (privée). Les crédits ECTS⁵⁶ alloués aux étudiants pour un cursus en basque sont parfois conséquents, notamment dans les sciences dures⁵⁷. Ce qui serait totalement impensable en Bretagne dans l'état actuel de la langue, des consciences et des volontés politiques. Au cours de l'année scolaire 2016/2017, 41 % des crédits universitaires étaient injectés dans les cursus en basque dans la Communauté Autonome Basque ; 9 % en Navarre. Le pourcentage des élèves inscrits aux épreuves d'accès aux universités basques utilisant le basque augmentait jusqu'en 2015, il s'est stabilisé depuis entre 26 et 27 %. En Alava, étant pourtant une région de la CAB dans laquelle une partie n'est pas dans l'aire linguistique traditionnelle, le pourcentage provenant du modèle par immersion en basque⁵⁸ y est le plus élevé puisqu'il représente 41,7 % des étudiants entrants, chiffre auquel il faut ajouter les étudiants issus du modèle mixte. Dans les derniers niveaux des universités, le pourcentage d'étudiants connaissant la langue basque descend, du fait de l'attraction de l'enseignement supérieur basque dans les filières de médecine, de psychologie, de biotechnologies et d'ingénierie biomédicale. Pour autant, le nombre d'étudiants bascophones est en constante croissance dans les derniers niveaux d'enseignement supérieur. Un plan de développement du basque⁵⁹ dans les universités est en cours en CAB et en Navarre.

Les universités de Bordeaux⁶⁰ et du Pays Basque sont officiellement associées depuis 2014 via un accord-cadre dans la construction d'un campus euro-régional d'excellence. Ce campus "Euskampus Bordeaux" rassemble une communauté de plus de 110 000 étudiants, 9 000

⁵⁵ Par déduction : 2,3 % moins de 15 ans ; 1,5 % des 15/24 ans ; 0,5 % des 40/59 ans sur un total cumulé des catégories d'âge de 35,3 représentant 5,5 % de la population bretonne.

⁵⁶ Il s'agit d'un système de valeurs universitaires européens qui a pour objectif de faciliter la reconnaissance académique des études à l'étranger, notamment dans le cadre des programmes ERASMUS. Le crédit ECTS est proportionnel au volume de travail à fournir par l'étudiant et permet de mesurer le niveau d'études atteint. https://diplomeo.com/actualite-credits_ects_european_credits_transfer_system

⁵⁷ https://www.euskadi.eus/eusadierazle/PXWeb/pxweb/es/castellano/-/px120_c.px/table/tableViewLayout1/?rxid=bbfc6ec8-2e60-4a94-9d4f-0046235eb77d

⁵⁸ <https://www.euskadi.eus/web01-apeusadi/es/eusadierazle/listaV1.apl?idioma=c&tema=5>
<https://www.euskadi.eus/web01-apeusadi/es/eusadierazle/mapaV1.apl?idioma=c&indicador=79>

⁵⁹ Plan Director de las Enseñanzas en Euskara 2021-2024, Universidad Pública de Navarra / Nafarroako Unibertsitate Publikoa.

⁶⁰ <https://www.u-bordeaux.fr/International/Partenaires/Partenaires-strategiques/Universite-du-Pays-Basque-Euskampus>

chercheurs et près de 5 000 personnels administratifs. Des campus sont présents dans la partie Iparralde (Pays Basque Nord) regroupés sous l'Université de Pau et des Pays de l'Adour : le campus de la Nive au cœur du Petit Bayonne (quartier) ; le campus Montauray (Anglet) ; l'IUT de Bayonne et du Pays Basque. S'ajoutent les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerce, etc. La formation en basque fonctionne sur le modèle des universités françaises, sous la mention Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales, proposant licences 1-2-3, Masters 1-2 et doctorat. La langue d'enseignement peut être en basque et en français, comme c'est le cas en breton et en français à Rennes et Brest.

En Bretagne, l'Université de Rennes 2 et l'Université de Bretagne Occidentale, à Brest, permettent un cursus breton-celtique complet. L'Université de Bretagne-Sud proposait l'option breton à Lorient mais la langue ne figure désormais plus dans l'offre. En revanche, Nantes qui avait interrompu cette option durant plusieurs années la propose à nouveau. Aucune université n'enseigne en breton en dehors du cursus breton-lettres celtiques.

f) Les cours pour adultes

En Bretagne, cinq organismes se partagent l'essentiel des stages de formation longue en breton pour les adultes⁶¹ : Stumdi, Roudour, Skol an Emsav, Mervent et Kelenn (à l'attention des enseignants de Diwan pour ce dernier). Par ailleurs, le territoire est maillé de cours associatifs : l'Office Public de la Langue Bretonne estime à environ 3200 le nombre d'adultes qui suivent des cours hebdomadaires par an, sur environ 140 communes. Les cours par correspondance étaient en hausse ces dernières années également. Le nombre de débutants augmente et la maîtrise de la langue est supérieure en Basse-Bretagne, historiquement brittophone, qu'en Haute-Bretagne parmi les apprenants. L'environnement influence indubitablement le niveau de langue et l'entretien oral. Il est à noter que Roudour est une entreprise, déclarée en SCOP depuis 1995, alors que les autres structures sont associatives. Skol an Emsav est la plus ancienne association formatrice, fondée en 1969 et basée à Rennes. Les associations de formation pour adultes Stumdi et Roudour sont implantées surtout en Basse-Bretagne. Stumdi est le centre de formation formant le plus de stagiaires par an, environ 350 adultes. Cette structure est présente depuis la fin des années 80. L'entreprise Roudour forme environ 300 stagiaires, selon son directeur, Cédric Laur, et Skol an Emsav environ 70, selon Emmanuelle Siohan, sa directrice. Stumdi et Roudour ont désormais développé leurs offres de stages dans plusieurs villes où elles proposent des lieux d'enseignement fixes. Chaque structure dispensant des formations longues a ses propres méthodes d'apprentissage. Une quarantaine de structures est fédérée sous DAO⁶². Dans le cadre du dispositif DESK⁶³ de la Région Bretagne et des départements du Finistère et du Morbihan, les stagiaires se destinant à l'enseignement du ou en breton peuvent recevoir une aide allant de 1500€ à 3000€. D'autres financements de formation en breton sont possibles sous différentes formes, selon le statut des requérants : Plan de formation des entreprises, Congé Individuel de Formation pour les salariés, Aide Régionale pour les demandeurs d'emploi. Par ailleurs, il existe un dispositif, "Skoazell"⁶⁴, initié par la Région Bretagne, qui s'adresse aux étudiants en Master « Enseignement bilingue » permettant l'attribution d'une aide de 4000 € pour la première année de MEEF bilingue. Outre, les coûts pédagogiques, aidant environ 380 apprenants selon DAO, les associations donnant les cours reçoivent des subventions des collectivités, parfois jugées

⁶¹ L'enseignement aux adultes. Bilan 2019. Office Public de la Langue Bretonne, Observatoire des pratiques linguistiques. 2020. <https://www.fr.brezhoneg.bzh/47-enseignement.htm>

⁶² Deskiñ d'An Oadourien. <https://www.dao.bzh/fr/>

⁶³ <https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/copie-de-langue-bretonne-desk-enseignement-kelenn/>

⁶⁴ <https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/copie-de-langue-bretonne-skoazell/>

insuffisantes par les associations elles-mêmes afin de garantir un fonctionnement répondant à la demande⁶⁵.

Presque 250 personnes passent le DCL⁶⁶ en Bretagne. En dépit de la demande et des besoins, le nombre de salariés en poste formés au breton – demandes proposées et souvent financées par les collectivités publiques – est plutôt en baisse. Des collectivités n’ont pas reconduit les sessions en 2019. Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) avait fait former 140 agents en 2015. Quant au Pays Basque Nord, Joseba Erremundeguy, chargé de mission à l’Office Public de la Langue Basque, précisait en octobre 2020 que les partenariats avec le CNFPT en Iparralde étaient encore plus compliqués et rares ; deux ou trois par période.

Aux Pays Basque (Euskal Herria, l’ensemble du territoire basque), la demande professionnelle étant beaucoup plus grande, les structures brassent plus de stagiaires et d’apprenants en cours du soir. Les Basques sont parvenus à mettre en place, en plus des formations d’apprentissage similaires à ce qu’on trouve en Bretagne, des cours d’alphabétisation en basque. Des tentatives avaient eu lieu en Bretagne à l’attention des locuteurs maternels qui ne savaient pas lire en breton ou qui n’avaient pas conscience de la grammaire de la langue mais elles n’ont jamais vraiment pu se développer⁶⁷. Au Pays Basque, de part et d’autres des Pyrénées, 16 000 adultes apprennent le basque grâce aux structures⁶⁸ fédératrices des cours comme AEK, HABE, IKA.

« AEK (1979)

Il s’agit d’une coordination d’alphabétisation et d’euskarisation des adultes implantée sur les 7 provinces créée dans les années 1979 (Pays Basque sud) et 1980 (Pays Basque nord). Elle regroupe des associations locales d’apprentissage du basque. En Pays Basque Nord, c’est la seule structure qui prend en charge l’enseignement du basque aux adultes.

Ses effectifs en Pays Basque Nord à la rentrée 2004-2005 étaient de 1000 élèves et de 8000 élèves sur l’ensemble du Pays Basque (rentrée 2004-2005).

HABE (1981)

Cette institution pour l’alphabétisation et l’euskarisation des adultes a été créée par le Gouvernement de la Communauté Autonome Basque pour coordonner, structurer et aider financièrement en Alaba, Biscaye et Guipuzcoa, l’enseignement du basque aux adultes. HABE a sous sa responsabilité des centres d’enseignement aux statuts divers (fédérés à AEK, IKA, privés, publics).

IKA (1988)

Cette coordination d’associations locales d’apprentissage du basque est uniquement implantée en Navarre et Alaba. »

Ces cours sont proposés par les Euskaltegis, regroupés principalement sous les fédérations précitées. Il existe des euskaltegis publics et des euskaltegis privés. Les premières sont gérées par

⁶⁵ <https://www.letelegramme.fr/cotes-darmor/guingamp/langue-bretonne-une-cagnotte-pour-le-service-insertion-de-stumdi-20-05-2019-12288611.php>

⁶⁶ Diplôme de Compétence en Langue (diplôme d’Etat).

⁶⁷ L’association Bemdez, fondée en 1998 et basée à Vannes, avait voulu développer le concept : <https://www.letelegramme.fr/ar/viewarticle1024.php?aaaammjj=20081009&article=3935133&type=ar>

⁶⁸ https://www.eke.eus/fr/culture-basque/euskara-la-langue-des-basques/enseignement/helduentzako_erakaskuntza

les municipalités, principalement en CAB et en Navarre ; les secondes sont tenues par des personnes physiques ou des entreprises.

Des plans de développement sont mis en place avec le soutien financier des gouvernements autonomes. Ainsi, pour l'année 2021-2022, rien qu'en CAB, le gouvernement augmente leur financement de 16 % : 26 millions d'euros seront alloués pour les euskaltegis privés et 12,7 pour les euskaltegis municipaux. Enfin, plus de 3,1 millions seront consacrés à la gratuité de la formation jusqu'au niveau B2 du DCL, qui fréquenteront les 40 lieux d'apprentissage municipaux (euskaltegis publics) et les 57 lieux d'apprentissage privés (euskaltegis privés), auxquels s'ajoutent 6 centres d'auto-apprentissage agréés. Cela représente 24 300 étudiants, 1500 salariés en formation, sur les 32 000 étudiants des 103 lieux de formation en CAB⁶⁹. Au Pays Basque Nord, environ une vingtaine⁷⁰ de centres donnent des cours de basque. En Navarre, il existe un peu plus d'une trentaine d'euskaltegis. Ces structures sont aidées par Euskarabidea⁷¹, le ministère de la Culture et l'Education de Navarre, qui y consacre 415 000 euros⁷² en 2022.

g) L'édition et les médias^{73 74}

En Bretagne, 74 maisons d'édition ont publié au moins 1 titre en breton entre 2007 et 2014. Les 4/5^{èmes} sont installées en Bretagne et 1/3 d'entre elles dans le département du Finistère. Au Pays Basque, on dénombre 126 éditeurs en Euskara (pas uniquement) dans les provinces autonomes et 9 en Iparralde (Pays Basque Nord). Ce qui fait un total de 135 éditeurs. Rien qu'en CAB, on compte 57 éditeurs. Sur l'ensemble du Pays Basque, en y ajoutant les auteurs-éditeurs, il existe 244 sites d'édition. L'édition privée en basque, hors collectivités et institutions, emploie 335 personnes tandis que la Bretagne offre 23 postes équivalent temps plein dans les maisons d'édition de livres en breton.

Les 2/3 des maisons d'édition bretonnes ont été créées avant 2000. Certaines ont disparu, alors qu'importantes et pionnières comme An Here ou Emgleo Breiz. Delioù, moindre, n'existe plus également. En Bretagne 1/3 des éditeurs ne paraît qu'en langue bretonne alors que l'édition basque compte 29,4 % d'éditeurs qui éditent à 75 % en basque. Les autres maisons d'édition éditent beaucoup en espagnol mais les volumes sont différents. En effet, en Bretagne, trois éditeurs mettent sur le marché la moitié des titres parus en breton.

Les éditeurs bretons produisent environ de 140 à 150 titres par an, ce qui équivaut à 5 % des titres publiés en Bretagne. Les éditeurs basques fournissent 1912 titres de livres : 86,6 % dans la seule CAB, ce qui représente en termes de vente 93,5 % de livres en basque imprimés en CAB. Avec les titres à compte d'auteur, 2055 ouvrages sont produits par an en moyenne dans le Pays Basque.

2 581 796 exemplaires de livres en basque ont été vendus en 2020. 94,6 % de ce total en CAB. Seulement 3,1 % de l'édition est invendue en CAB, quand il s'agit de 51,5 % en Iparralde. Ainsi, pour la partie Nord, l'impression doit, comme en Bretagne, couvrir la vente sur de plus

⁶⁹ <https://www.euskadi.eus/noticia/2021/el-gobierno-vasco-aumenta-16-financiacion-euskaltegis-privados-curso-2021-2022/web01-a2lingu/es/>

⁷⁰ <https://japprendslebasque.com/>

⁷¹ <https://www.euskarabidea.es/>

⁷² <https://www.euskarabidea.es/castellano/euskarabidea/subvenciones/ayudas-a-entidades-sociales-sin-animo-de-lucro-para-fomento-del-euskera-2022>

⁷³ L'édition en langue bretonne et en gallo. Office Public de la Langue Bretonne, Pole Etude et Développement. Observatoire des pratiques linguistiques, 2016.

https://www.livrelecturebretagne.fr/images/visus/Dossiers_th%C3%A9matique_/Langues_de_Bretagne/Documents/L-edition-en-langue-bretonne-et-en-gallo.pdf

⁷⁴ XVI Informe de la Edición en Euskara. Eusko Jaurlaritz / Gobierno Vasco. 2020.

longues périodes. Le dynamisme éditorial de la CAB est donc sans commune mesure avec les autres régions du Pays Basque.

En 2020, 5988 titres en basque étaient proposés à la vente par les maisons d'édition auxquels s'ajoutaient 2747 de l'édition d'organismes publics (en dehors des productions universitaires). Les titres proposés, étant imprimés les années précédentes, doivent être distingués du nombre de nouveaux titres, mentionnés précédemment. En Bretagne, à la même période, il en était proposé 2300. La Bretagne est tout de même la seconde région d'édition après l'Île-de-France dans le territoire de l'État français. Les traductions sont en augmentation depuis 2011 en Bretagne et représentent plus du double de l'édition, ce qui ne veut pas dire pour autant que la création soit en baisse : il s'agit pour les 2/3 d'entre-elles de livres pour enfants, d'albums et manuels scolaires. Au total, en Bretagne, 34 % des livres produits en breton sont des traductions et 66 % des créations. 2/3 des écrits le sont directement en breton ; le pourcentage est équivalent au Pays Basque où on compte 80 % de créations parmi les livres à destination des adultes.

Les livres scolaires en langue basque représentent presque 71 % des ventes en 2020. L'augmentation est de 23,4 % par rapport à 2019 et c'est de loin la plus forte progression quant aux autres catégories. En Bretagne ou au Pays Basque, cette croissance de production de livres à l'attention des enfants correspond à l'investissement politique de réappropriation linguistique engagé par les élus accompagnant la croissance du bilingue et des éditions académiques (TES⁷⁵). La Région Bretagne engage des aides financières pour ce faire, comme les communautés autonomes où l'investissement est encore bien plus important. Toutefois, si l'on observe la montée en puissance du secteur jeunesse en Bretagne, avec 55 % de traductions et plus d'1/3 de la production littéraire pour les enfants, le public adolescent à moins d'offres. Néanmoins, la création de romans jeunesse témoigne d'une vitalité prometteuse dans le développement de l'offre à la jeunesse brito-phonie en Bretagne car 90 % d'entre eux sont directement écrits en breton. Enfin, la bande dessinée est en retrait depuis la disparition d'An Here.

L'édition est stable au Pays Basque de 2016 à 2020, la seule augmentation légère repose sur les fictions adultes. Entre 2007 et 2014, la Bretagne produisait 49 % d'ouvrages pour adultes, 38 % pour les enfants, 13 % pour les adolescents. En 2016, 35 % étaient consacrés à la littérature jeunesse, 19 % de romans et nouvelles ; 13 % de méthodes d'apprentissage, de dictionnaires et de livres de linguistique ; 10 % de manuels scolaires ; 8 % de poésie ; les 15 % restants étaient des livres de musique, de « beaux-livres », religion, humour, bandes dessinées (2 % seulement) ; essais, biographies...

Le Pays Basque distingue l'édition privée et publique sur la CAB et la Navarre. Ainsi, les éditions privées ont leur production répartie comme suit : 14,5 % à destination des adultes ; 26,6 % pour les enfants et les jeunes ; 39,5 % de matériel scolaire non-universitaire ; 15 % consacrés aux sciences, aux droits, à la religion, à la production de dictionnaires... ; 4,3 % pour les autres matières. Concernant les éditions publiques : 75 % sont des documents d'ordre administratif (droit, économie, géographie, administration publique, environnement, sciences et technologies) qui représentent 85,5 % des tirages.

Par ailleurs, les actions de promotion de l'édition sont nombreuses. En Bretagne, les prix littéraires motivent le quart des titres publiés et ce sont les 3/4 des productions littéraires pour adolescents. La Bretagne connaît un retard dans le livre numérique, qui représente moins de 10 % des titres édités récemment.

Autre point faible en Bretagne, la diffusion et la vente. La Coop Breizh est un diffuseur incontournable qui représente 97 %⁷⁶ de la diffusion des éditeurs en breton. Le tirage moyen est

⁷⁵ Ti Embann ar Skolioù : <https://www.reseau-canope.fr/tes/>

⁷⁶ Chiffre de 2007.

d'environ 500 exemplaires alors que celui d'un livre en basque en 2020 est de 2141 exemplaires (en baisse de 85 par rapport à 2019). La moyenne augmente à 2783 durant l'année si l'on écarte les éditions universitaires.

Les 2/3 des titres édités en breton proviennent des maisons d'édition du département du Finistère. Au Pays Basque, la CAB concentre presque 85 % de la production de titres dans l'édition privée ; toutes éditions confondues (entreprises, public, scolaire, universitaire), il s'agit de 52,6 %.

Les livres en breton ont peu de lisibilité dans les librairies. Le réseau Kenstroll (librairies spécialisées qui proposent également des animations et des séances de dédicaces) est clairsemé sur le territoire breton et les livres en breton sont encore rares dans les rayons des grands diffuseurs commerciaux. Environ 25 librairies indépendantes proposent du breton. L'édition en breton est quasiment absente en dehors des grandes villes et tient une place infime dans les grandes librairies. Le livre numérique, plus prisé des plus jeunes, accuse aussi un retard. Il n'y a pas de données de répartition des canaux de vente selon le type de commerces, contrairement au Pays Basque. Les ouvrages en basque y sont surtout vendus en librairies : 38,1 % par des librairies indépendantes, 17,9 % par des chaînes. 28,4 % des achats se font via des entreprises ou des institutions comme les centres éducatifs. Sur 2020, la vente de livres en euskara montre une facturation totale de 39,7 millions d'euros.

Les initiatives pour développer la lecture sont assez similaires en Bretagne et au Pays Basque mais la fréquence des événements de promotion du livre est bien plus importante pour l'euskara. Il s'agit de séances de dédicaces (en Bretagne, les libraires indépendants regroupés dans Kenstroll en proposent à un rythme assez soutenu) ; des animations, parfois liées aux scolaires, surtout en Bretagne occidentale ; des initiatives du monde associatif [en Bretagne : KDSK⁷⁷ à Saint-Herblain et Vannes ou par le réseau des "Emglev", ententes de pays mutualisant des locaux dans des "Ti ar Vro" (maisons de pays gérées par une entente d'associations dont les buts ont trait à la culture bretonne) ; les salons du livre (Vannes, Carhaix, Guérande, Pluguffan pour les plus importants)].

La plateforme « Lenn » créée par l'OPLB en association avec l'EPCC Livres et Lecture a dressé une liste de livres indispensables dans une bibliothèque afin d'accompagner les médiathèques et les bibliothèques, mal informées des nouveautés en breton et de la littérature bretonne.

Nous l'avons vu, la diffusion en Bretagne repose surtout sur la Coop Breizh et les autres canaux restent marginaux. Le référencement est à renforcer dans les bases de données bibliographiques professionnelles, comme Electre. Les réseaux sociaux améliorent la visibilité mais les éditeurs y sont encore peu actifs dans l'ensemble.

Les salons du livre au Pays Basque sont nombreux⁷⁸ mais ce qui fait la grande différence avec la Bretagne, ce sont les aides financières apportées aux maisons d'édition. Le gouvernement de CAB annonçait en 2021 qu'il allouait 515 000 euros aux publications littéraires en basque et 125 000 euros aux publications en espagnol. Les aides dépassaient l'aire géographique de la CAB en les proposant à l'ensemble du Pays Basque, Nord y compris, moyennant quelques critères à

⁷⁷ <https://www.centreculturelbreton.fr/kdsk/>

⁷⁸ <https://liburuganbara.eus/ferias-libro-euskadi/calendario-de-ferias-de-libro/>

remplir⁷⁹. Elkar, Erein et Pamiela ont été les éditeurs qui ont reçu le plus de subventions. La Navarre consacre 170 000 € pour l'édition et l'OPLB offre un dispositif d'aide au financement des parutions en basque pour les établissements scolaires. Sans entrer dans les détails, l'ensemble des subventions cumulées sur les trois provinces basques pour l'édition constitue une aide conséquente pour la promotion de l'édition en euskara.

Les médias bretons :

En Bretagne⁸⁰, l'éventail des médias est large mais loin d'être complet. La Bretagne est une terre où les quotidiens francophones sont puissants, hégémoniques et ils tiennent une grande partie de l'édition de livres.

Les magazines pour enfants : avec la maison d'éditions Keit Vimp Bev (Meuriad, qui ne paraît plus, Rouzig et Louarnig), c'est le fruit d'une coopération entre Occitans et Basques. En 2015, il y avait 650 abonnés à Rouzig ; 350 à 400 pour Louarnig.

Revues : Bremañ, mensuel qui paraît désormais tous les deux mois.

Revues littéraires : Al Liamm et Brud Nevez, sont des mensuels littéraires et culturelles, nées avant 2000 et qui durent toujours. Hor Yezh, un mensuel trimestriel.

Hebdomadaire : Ya ! (créé en 2005) 1350 exemplaires et 1250 abonnés en 2015.

Rubriques hebdomadaires en breton dans Le Télégramme.

Sur le web : Brezhoweb, site de VOD Brezhvod, Kaouenn.net, Gwagenn.tv (ne semble plus active), Radio Naoned, Splann ; Radio Breizh renvoie aux radios associatives en breton. Chaque média à son site.

Radios : France Bleu Breizh Izel et Armorique (publique). Associatives : Arvorig fm, Radio Kerne, RBG, RKB, Radion Naoned.

Chaînes de télévisions hertziennes, ADSL et fibre optique : France 3 (moins de 2 h. hebdomadaire).

L'expérience TV Breizh au début des années 2000 a permis de développer de nouvelles compétences et d'explorer de nouveaux terrains (émissions jeunesse). Depuis quelques années, les chaînes locales Tébéo, TV Rennes 35 et Ty Télé diffusent également des programmes en breton. Interrogée, Koulm Lucas, directrice d'antenne et responsable des coproductions TEBEO et TEBESUD donne l'évolution du volume annuel de diffusion de programmes en breton : moins de 2 % avant 2012, elle a connu un pic en 2014 avec 6,5 % avant de redescendre et d'osciller entre 2,3 % et 4 %, pour atteindre, en 2020, 5,3 %.

Le breton est bien présent sur les réseaux sociaux. Il y a même des groupes et des chaînes dédiés à l'apprentissage du breton. Or, il est difficilement quantifiable et ne saurait se limiter à une étude exhaustive quant aux investigations que j'ai menées. On aurait pu penser à un développement exceptionnel du breton dans les échanges des réseaux sociaux durant le confinement mais il ne semble pas avoir eu lieu. En mai 2022, Wikipédia contenait presque 72 000 articles en breton et plusieurs dizaines de milliers d'utilisateurs.

⁷⁹ <https://www.europapress.es/euskadi/noticia-gobierno-vasco-abre-plazo-ayudas-promocion-edicion-literaria-euskera-castellano-20210405183154.html>

⁸⁰ Office Public de la Langue Bretonne. <https://www.fr.brezhoneg.bzh/25-media.htm>

Les médias basques⁸¹ :

Journaliste pour plusieurs journaux, médias audiovisuels publics (comme France Bleu) et correspondant à l'AFP Madrid, Patxi Vrignon-Etxezaharreta est aussi spécialisé dans le journalisme sportif. Il donne les contours d'un réseau de journaux et de radios bien implantés dans le paysage des médias basques et maillant le territoire à côté des médias à grande diffusion.

Sans entrer dans les détails, une simple liste témoigne de leur diversité et de la capacité de la société basque à toucher en leur langue un grand nombre de sujets de la société, du général à la spécialisation sur des thèmes.

Quotidiens : Berria (dans la continuité d'Egunkaria, fermé par la Guardia Civil), Hernaniko Kronika, Hitzak.

Périodiques généralistes hebdomadaires : Argia, Herria (Pays Basque Nord), Aldaketa 16 (version basque de Cambio 16, journal madrilén).

Sciences, médecines et technologies : Elhuyar, Aldiri, Ekaia, Lanabesa

Sciences humaines et sociales : Jakin, Larrun, Uztaro, Kondaira, Gogoia, Eleria, Bat

Littérature et culture : Hegats et Kalegats ; Maiatz, Karmel, Bertsolari, Entzun, Nabarra, Gaur 8, Erlea

Education, enseignement et langue : Aizu !, Administrazioa euskaraz, Euskararen berripapera, Euskara, HABE, Hik hasi, Litterae Vasconicae, Senez, Tantak, Hizpide, Xabiroi

Loisirs, voyages, consommation : Nora, Aisia biziz, Zazpi haizetara, Eroski

Informations locales : Aikor, Aiurri, Aldaize, Anboto, Artzape, Baleike, Barren, Begitu, Berton, Danbolin, Drogeteniturri, Eta Kitto !, Galtzaundi, Gaztezulo, Geu, Goienkaria, Guaixe, Kalaputxi, Karkara, Karrika, Mailope, Noaua !, Otamotz, Pil-pilean, Prest, Pulunpe, Ttipi-Ttapa, Txintxarri, UK, Uztarria, Xaguarte, Xuka

Radios : Euskadi Irratia, Bilbo Hiria Irratia, Gure Irratia, Irulegi Irratia, Xiberoko Boza, Antxeta Irratia, Oñati Irratia, Arrasate Irratia, Zirika, Oiartzun, Txolarre, Bizkaia Irratia, Arrate Irratia, Euskalerrria Irratia, Esan Erran Irratia, Xorroxin, Beleixe, Karrape, Aralar Irratia

Télévisions : EITB, Hamaika Telebista, plusieurs télévisions locales (notamment sur Internet).

Une étude de 2019⁸² montre que 90 % des 13 ans et plus regardent régulièrement des télévisions proposant des émissions en basque. 87 % des télévisions à l'échelle de l'Etat, 53 % à l'échelon du Pays Basque. Kanaldude, web TV en basque, est consommé par 33 % des 13 ans et plus. 64 % des téléspectateurs bascophones ou réceptifs de France 3 EH souhaitent plus de contenu en langue basque sur cette chaîne publique ; 62 % des 13 ans et plus souhaiteraient plus de contenu en langue basque sur la chaîne TVPI.

84 % de la population des 13 ans et plus consomment régulièrement ou occasionnellement des radios diffusant à l'échelon de l'Etat ou au Pays Basque : 67 % des radios espagnoles ou

⁸¹ Garabide Elkartea, La récupération de langue basque III. Les Médias.

⁸² https://www.mintzaira.fr/fileadmin/documents/Aktualitateak/OPLB_Frequentation_medias_-_Note_de_synthese_-_09.01.2020.pdf

françaises et 53 % des radios basques. Les bascophones et bascophones réceptifs écoutent 88 % des radios proposant des émissions en basque, toutes confondues : 55 % des radios diffusant à l'échelon d'un Etat et 78 % des radios basques. Ils sont 66 % à écouter au moins une radio avec du contenu entièrement en langue basque⁸³. Les quatre radios locales les plus écoutées représentent 43 % de la population des 13 ans et plus : France Bleu Pays Basque, 27 % Euskal Irratiak, 11 % EITB et 8 % Gaztea. Euskal Irratiak est la radio locale la plus écoutée en Basse Navarre, avec une écoute totale de 66 % de la population des 13 ans et plus (la 2^{ème} est France Bleu Pays Basque avec une écoute totale de 62 %). L'écoute totale d'Euskal Irratiak descend à 15 % sur les agglomérations de Bayonne-Anglet-Biarritz. Concernant les médias privés en langue basque, regroupés sous l'association Euskal Hedabideak (Euskal Irratiak, Kanaldude, Herria, Kazeta.eus, IEHko Hitzza), 31 % de la population des 13 ans et plus écoutent régulièrement ou occasionnellement au moins un de ces médias. Ce taux atteint 80 % chez les bascophones, 53 % chez les bascophones réceptifs et 14 % chez les non bascophones.

La consommation des journaux quotidiens, hebdomadaires et webjournaux locaux, entièrement en langue basque, oscille entre 12 % à 15 % chez les bascophones de 13 ans et plus. Globalement, un fort pourcentage ne lit pas ou plus la presse.

Les langues les plus utilisées sur les réseaux sociaux basques sont l'espagnol et le français. En 2011, le pourcentage d'utilisateurs et utilisatrices des réseaux sociaux qui utilisaient également le basque était de 20 %⁸⁴. Il augmente à 26 % en 2016 mais la proportion de son utilisation est moindre que les autres langues officielles

Les médias ont un vaste rôle dans le processus de récupération linguistique : c'est la société vue de l'intérieur mais aussi le monde vu par les locuteurs, à travers la philosophie de leur langue, sa conception et la confrontation culturelle des thèmes abordés.

En Bretagne la Région, et à moindre échelle les collectivités territoriales comme les départements, sont les principaux financeurs. L'Etat est financeur secondaire, via la DRAC.

La Région soutient chaque année la programmation, la réalisation et la diffusion d'émissions en langue bretonne sur le service public de télévision France 3 Bretagne, par le truchement d'une enveloppe de 183 500 €. La chaîne consacre tous les ans 2 480 000 € à ces émissions⁸⁵. La collectivité encourage globalement l'audiovisuel en breton. En 2020, elle a consacré plus de 667 000 € à la production audiovisuelle et au doublage en langue bretonne par le biais du Fonds d'aide à l'expression audiovisuelle en langue bretonne⁸⁶ (FALB). Des programmes bien connus des brittophones sont soutenus par le FALB, tels que le jeu d'aventure "Foeterien" ou le magazine de vulgarisation scientifique pour les 6-12 ans "Na petra 'ta". Chaque année, 15 à 20 productions audiovisuelles en langue bretonne bénéficient de ce fonds.

Au Pays Basque, l'évaluation des aides financières est plus complexe car les subventions pour l'audiovisuel sont compartimentées. Toutefois, on peut relever 5 millions⁸⁷ d'euros en CAB en

83

https://www.mintzaira.fr/fileadmin/documents/Aktualitateak/OPLB_RAPPORT_FREQUENTATION_MEDIAS2019.pdf

84 <https://www.mintzaira.fr/fr/ressources/systeme-dindicteurs-de-la-langue-basque.html>

85 <https://regions-france.org/actualites/en-direct-des-regions/la-langue-bretonne-a-lhonneur-sur-france-3-bretagne/>

86 <https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/expression-audiovisuelle-breton/>

87 https://www.eldiario.es/euskadi/blogs/responde/gobierno-vasco-aprueba-5-millones-ayudas-medios-comunicacion-excluye-digitales_1_8517756.html

2021 pour les médias, en dehors des médias numériques. La CAB a versé 2 360 000 euros à la production de films⁸⁸. En 2022, le Gouvernement foral de Navarre a voté 1 million d'euros d'aides aux projets cinématographiques⁸⁹.

La Région Bretagne entend également soutenir la production cinématographique⁹⁰, à la hauteur de ses moyens :

- « Montant maximum pour les aides à l'écriture :
 - 4 000 € par film pour les projets audiovisuels et les courts métrages documentaires
 - 8 000 € pour les projets de longs métrages cinéma, les séries documentaires audiovisuelles et les unitaires audiovisuels de plus de 70 mn.
- Montant maximum pour les aides au développement : 12 000 €
- Montant maximum pour les aides à la production :
 - 40 000 € par film pour les projets audiovisuels et courts métrages documentaires
 - 100 000 € pour les longs métrages documentaires cinéma
 - une attention particulière sera portée aux projets d'animation documentaire (quand l'animation est majoritaire) pour tenir compte des coûts de fabrication
- Montant minimum pour les aides à la production : 15 000€
- Forfait de 2 500 € pour la création de musique originale pour le court métrage (bonification – voir conditions). »

h) Les représentations sociolinguistiques

Il est un fait en Bretagne, la connexion entre la communauté des locuteurs bretons de langue maternelle, celui des apprenants et des militants est assez ténue. Ronan Le Coadic interrogeait sur cette dimension « hors-sol »⁹¹ : il est vrai que, sortie de son substrat du terroir, la culture bretonne a été synthétisée, mais aussi parfois folklorisée ou théorisée. Beaucoup de défenseurs de la langue génèrent « une demande sociale », expression souvent usitée et pratique tant son sens est large. Or, beaucoup de ces défenseurs ne parlent pas la langue, d'autres l'ont apprises sans qu'il n'y ait de transmission familiale et la majorité des parents inscrivant leurs enfants en classe bilingue ou par immersion ne parlent pas breton ou ne maîtrisent pas bien la langue. Ce qui ne veut pas dire que l'environnement, surtout des générations plus anciennes n'est pas brittophone. Dans ce dernier cas, l'échange fut freiné par la rupture intergénérationnelle produite à travers l'interdiction du breton à l'école, le français langue unique de la République et la qualification inculquée aux Bretons au sujet de leur propre langue – la langue des « ploucs » –

⁸⁸ Boletín Oficial del País Vasco, 6 viernes 10 de diciembre de 2021, nº 246.

⁸⁹ <https://www.audiovisual451.com/navarra-destina-un-millon-de-euros-a-la-produccion-y-desarrollo-de-peliculas/>

⁹⁰ <https://www.bretagne.bzh/aides/fiches/cinema-facca-documentaire/#:~:text=4%20000%20%E2%82%AC%20par%20film,audiovisuels%20de%20plus%20de%2070%27>

⁹¹ Ronan Le Coadic. Les contrastes bretons.. Ethnologie française, Presses Universitaires de France, 2003, XXXIII (3), pp.373-379.

qui a longtemps majoritairement relégué le breton comme une langue du passé et de régression sociale. La réussite professionnelle et l'intégration sociale résidaient dans la maîtrise parfaite du français.

De là, les défenseurs du breton se sont détachés du standard de la société. Il s'agissait de militants. Les militants culturels, cercles et bagads, sont nés du militantisme politique, sous la houlette notamment de personnalités comme Polig Monjarret, mais ils ont ensuite fui, voire décriés, l'action politique pendant des décennies. Il y a même eu un schisme entre le monde culturel de la musique, du théâtre et des chants face aux militants linguistiques. Parmi l'ensemble des initiatives, résumées dans cet article, pour redonner un sens social à la langue bretonne, qui n'est plus la langue de la rue de manière générale, l'école est encore la pierre angulaire du maintien de la langue. Sauf que l'école seule ne fait pas l'ensemble des pratiques sociales de la société avec ses enjeux professionnels, géopolitiques et la mondialisation galopante. Il est d'ailleurs intéressant de se pencher sur les motivations qui poussent les parents à inscrire leurs enfants dans les classes bilingues et par immersion de Bretagne ; motivations que nous allons ensuite comparer à la société basque.

Les enfants scolarisés sont imprégnés des discours parentaux sur la raison de parler breton⁹². La thèse de Catherine Adam se penche notamment sur les raisons exprimées par les parents : « facilités dans l'apprentissage des langues, pour travailler en Bretagne, pour avoir un esprit ouvert, pour la transmission de la culture bretonne » ; « l'échange avec les grands-parents » ; « apprendre les langues tôt pour être meilleurs et pour que ce soit plus agréable, qu'ils aient des facilités par rapport à son propre vécu scolaire + la volonté de développement de capacités cognitives supplémentaires + un attachement personnel : rétablir le chaînon manquant ». Pour d'autres, il s'agit, aussi ou plutôt, d'« un acte militant » car « la langue bretonne est en danger ». Dans l'ensemble, les motivations exprimées sont liées à l'avenir des enfants mais « l'ancrage à la communauté bretonne » est bien moins exprimé et les enfants n'expriment pas non plus cette notion avec leurs mots. Globalement, l'idée qu'il se dégagerait un projet de société dans le choix de scolariser ces enfants en breton est peu exprimée. On confie tout juste un héritage aux enfants, parfois l'attachement à un territoire, voire un terroir, que beaucoup de parents ne portent pas réellement, du moins linguistiquement.

Sortis de l'école, les élèves retournent dans une société francisée et mondialisée : les médias sont majoritairement en français, les modes langagières évoluent plus rapidement en français, notamment avec un argot influencé d'autres langues (anglais, arabe, langues gitanes et manouches...). Que reste-t-il du breton si le cercle familial ne s'exprime pas essentiellement en breton ? Des panneaux de signalisation, quelques minutes sur les télévisions et radios...

J'ai effectué un sondage auprès de 36 adultes ayant appris le breton, essentiellement dans des stages longs. Il en ressort des motivations familiales, liée à la langue du conjoint, de frères ou sœurs, et celle des parents ou des grands-parents ; mais aussi la volonté de transmettre un patrimoine ; l'apprentissage de la langue liée à un projet professionnel ; et à moindre souhait, mais exprimé dans plusieurs réponses, la volonté de participer à des activités culturelles associatives en breton (souvent proches du domicile). Beaucoup sont dans la découverte liée à l'affectif et/ou un projet professionnel plutôt que d'envisager d'être un élément d'inclusion linguistique dans un avenir collectif dans la société bretonne.

Au Pays Basque Nord, en 2016⁹³, 20,1 % des bilingues s'exprimaient mieux en basque qu'en français ; 8,8 % chez les plus jeunes. Dans l'ensemble du territoire de langue basque, la quasi-

⁹² Catherine Adam. Bilinguisme scolaire breton-français du jeune enfant : les représentations parentales et leurs influences. Linguistique. Université de Bretagne occidentale - Brest, 2015. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01946759/document>

⁹³ VI^e enquête sociolinguistique, 2016. Ministère de la Culture et de la Politique linguistique, Communauté Autonome Basque. Vitoria-Gasteiz, 2019.

totalité des parents bascophones transmettent la langue basque à leurs enfants dont 93 % uniquement le basque en première langue. Les chiffres les plus élevés étant en CAB. L'imprégnation linguistique est forte. 16,5 % des habitants de l'ensemble du Pays Basque utilisent plus le basque que l'espagnol ou le français. Ce pourcentage peut dépasser le tiers dans les régions où le basque est la langue première dans la vie quotidienne. Ainsi, la plupart des bascophones sont d'origine, soit 50,2 %, par transmission familiale. Leur pourcentage chute avec le vieillissement de la population. Il faut y ajouter les bilingues d'origine, ayant une maîtrise semblable de deux langues, qui étaient 13,6 % en 2016. Les nouveaux bascophones sont 36,2 %. Leur nombre a augmenté de 54,3 % en 25 ans. Cette évolution repose sur les nouveaux jeunes bascophones : 54,3 % des 16-24 ans. La posture positive envers la promotion du basque dans les territoires de langue basque progresse favorablement et représente presque 60 % de la population. Les efforts politiques, principalement en CAB, ont fait augmenter la population bascophone de 223 000 locuteurs entre 1991 et 2016. C'est unique au monde pour une langue minoritaire dans un Etat.

La langue est bien plus utilisée dans les commerces et les administrations, notamment à l'aide d'un statut de co-officialité avec la langue de l'Etat pour les communautés autonomes, qu'en Bretagne. Ce facteur ajouté à la transmission familiale en fait une langue de société ; statut de fait que nous avons perdu en Bretagne dans la vie quotidienne. Or, cette utilisation passe aussi par un autre état de conscience comme le mettent en évidence les motivations des adultes apprenants.

Voici un exemple en Pays Basque Nord, territoire dans lequel la présence de la langue basque n'est pourtant pas aussi dense que dans le territoire bascophone de l'autre côté des Pyrénées ; la synthèse est réalisée à partir d'un sondage effectué par téléphone : « À partir des données issues du rapport de synthèse CODHA (2014)⁹⁴, on retiendra tout d'abord que la motivation principale qui pousse à s'inscrire à la formation est le besoin de s'exprimer en basque avec l'entourage (90 %), suivi d'un besoin d'insertion dans le territoire (82 %) ou la nécessité d'aider son enfant qui apprend le basque (77 %). La motivation à but instrumental est également un élément moteur puisque 48 % des personnes souhaitent exercer une activité professionnelle grâce au basque. Ce taux monte jusqu'à 69 % parmi les moins de 30 ans et jusqu'à 60 % chez les 30-39 ans. »⁹⁵

La notion d'intégration et d'appartenance à une société y est bien exprimée mais elle ne se retrouve pas dans les entretiens semi-directifs⁹⁶, dans laquelle la notion n'a pas été proposée : « 1) comprendre et parler en basque avec l'entourage (familial, amical ou professionnel) ; 2) mieux appréhender la culture basque ; 3) retrouver ses racines dans le cas des personnes natives du Pays basque ; 4) apprendre à l'écrire ou à le lire ; 5) par intérêt pour les langues en général ; 6) parce qu'il s'agit d'une proposition de l'employeur et que la formation est prise en charge. » On retrouve ici, peu ou prou, les motivations des apprenants en breton ou des parents d'élèves du bilingue ou des écoles Diwan, par immersion. Le conditionnement des réponses par les sondages peut expliquer partiellement l'absence de la motivation sociétale en Bretagne, par similitude des méthodes de sondage. En 2010, les étudiants d'AEK exprimaient des motifs identitaires pour 47 % d'entre eux⁹⁷, sans que les contours ne soient exprimés nettement puisque les motivations premières sont l'échange avec les amis et la compréhension des médias. L'attrance vers la langue elle-même compte parmi les motivations principales et rejoint la notion d'appartenance à une communauté.

⁹⁴ Processus d'apprentissage de la langue basque par les adultes en formation. Décembre 2014.

⁹⁵ Isabelle Duguine. Motivation et apprentissage du basque chez les adultes francophones. 2017.
<https://journals.openedition.org/lidil/4198#ftn6>

⁹⁶ Sur la base de 370 enquêtés, une proportion de femmes supérieure à celle des hommes (215 femmes et 155 hommes).

⁹⁷ Erramun Bachoc. Motivation des élèves AEK, 2017.

III. Les événements ponctuels participant à la revitalisation linguistique

L'organisation d'événements en soutien à la langue.

La Bretagne et le Pays Basque connaissent de nombreux événements culturels, se déroulant tout au long de l'année, dans lesquels la langue est promue, présente visuellement et dans la diffusion sonore. Parfois, l'événement lui-même a pour objet de récolter des finances qui seront réinvesties dans d'autres projets pour la langue ou au profit d'associations œuvrant en ce domaine. En Bretagne, du fest-noz à la fête d'école, les initiatives sont nombreuses. Au Pays Basque, plusieurs villages ont leurs fêtes traditionnelles. Les fêtes religieuses ont aussi leurs rites populaires où la langue est présente : "Besta berri" en Pays Basque, les pardons en Bretagne. La présence de la langue est surtout en rapport à son emploi par la population du terroir et ne fait pas essentiellement l'objet d'une promotion consciente.

Le Pays Basque et la Bretagne connaissent aussi de grandes fêtes, plus touristiques. La présence linguistique est relativement discrète au sein du Festival Interceltique à Lorient, l'un des plus grand festival d'Europe, comme c'est le cas aux Fêtes de Bayonne ou dans les carnivals basques. Néanmoins, en Communauté Autonome basque, où la langue est officielle, elle sera présente partout dans une célébration comme la Tomborrada à Donostia. En revanche, en Bretagne, le breton est autant dire totalement absent de beaucoup d'événements attirant les foules et de nombreux touristes, tel le Tradi'deiz qui a lieu à Pâques dans la ville de Vannes.

A. Les points communs entre Pays Basque et Bretagne

a) Gouel Broadel ar Brezhoneg (Fête nationale de la langue bretonne); Euskararen Nazioarteko Eguna (Journée internationale de la langue basque) et Aberri Eguna.

Ce sont des événements structurants, les « fêtes nationales de la langue ».

En 1949 naissait en pleine période franquiste Euskararen Nazioarteko Eguna, la fête nationale de langue basque. Chaque année, ce sont des événements dans l'ensemble du Pays Basque, de la plus petite commune à la plus grande ville. La fête de la langue bretonne est plus récente mais avait débutée en fanfare. En effet, en 1974 a vu le jour à Guingamp, en Bretagne, Gouel ar Brezhoneg (littéralement la Fête de la langue bretonne). L'événement est porté par des associations militantes comme Skol an Emsav, Ar Falz ou Brezhoneg Yezh Vev. Elle regroupa 5000 personnes. En 1987, l'événement est repris par le parti politique nationaliste Emgann et devient Gouel Broadel ar Brezhoneg (la fête nationale de la langue bretonne). La ligne est plus radicale, moins institutionnalisée, attirant des associations comme SAB (Stourm Ar Brezhoneg) mais se développe bien plus. Les fêtes regroupent jusqu'à 10 000 participants, la signalétique et les enseignes publiques des bourgs sont bretonnisées (Spézet, Langonnet, Louargat...). Concerts, salon du livre, stands de vente, conférences, banques de change de monnaie pour payer en « Lur » comme valeur, enseignes des boutiques et des bars rénovées au profit du breton, etc.

Suite à la dispersion des militants qui portaient cette fête, l'édition de GBB disparaît au début des années 2000 avant de renaître en 2010 à Cavan puis à Carhaix, de manière associative et plus

confidentielle. En 2014, Mignoned ar brezhoneg⁹⁸, association issue du Collectif Ai'ta de désobéissance civile, devient partenaire des collectivités publiques, comme la Région, au même titre qu'un organisme à vocation institutionnelle. L'événement festif reste assez modeste en regard de celle d'avant les années 2000 et il a lieu tous les deux ans.

Euskararen Nazioarteko Eguna en l'honneur de la langue basque se tient dans tout l'Euskal Herria. Elle est fêtée tous les 3 décembre dans plusieurs villes et villages. Comme la célébration de l'Aberriguna, plus politique, qui a lieu le dimanche de Pâques, la langue basque est centrale et l'élément moteur de diffusion et d'expression. Réprimée durant la période franquiste, la dimension militante de chaque édition n'en fut que décuplée ; la langue étant indissociable de l'événement.

S'apparentant au théâtre populaire qui eut ses heures de gloire et s'éteignit peu à peu au XIX^e siècle en Bretagne, la Pastorale souletine⁹⁹ est un théâtre de plein air qui se tient tous les 15 à 20 ans dans des villages basques. Elle met en scène des personnages dans un décor épuré, intemporel, ancrés dans l'histoire du peuple basque et l'imaginaire populaire : acteurs, danseurs et musiciens se produisent sur scène. Au-delà du divertissement, la langue basque se présente comme un élément fédérateur des générations. Ces deux années de « crise sanitaire » ont interrompu cette tradition comme tant d'autres, dont les promoteurs doivent relancer la dynamique.

b) Korrika et Redadeg

Il y a deux événements majeurs, similaires, en Bretagne et au Pays Basque : la Redadeg et la Korrika. La Redadeg a repris le modèle basque. Il s'agit de parcourir plusieurs centaines de kilomètres à travers villes et campagnes en faveur de la langue. Chaque kilomètre est acheté par des particuliers, des entreprises ou des associations. Ces événements mobilisent beaucoup de participants bénévoles et permettent de financer des projets qui ont trait à la langue. Bouleversés par la crise sanitaire, les deux relais reprennent normalement et presque simultanément en cette année 2022. Alors qu'ayant lieu tous les deux ans, elles se réalisaient de manière alternée les années précédentes.

La Redadeg a permis de récolter 777 000 € depuis 2008 dont 473 100 € pour Diwan. Le reste est attribué à des associations et divers projets en faveur du breton. La Korrika existe depuis 42 ans et a jeté les bases du principe : mettre des kilomètres à la vente pour rassembler des fonds. Il est plus difficile de connaître combien a apporté la Korrika tant les dons sont multiples et la vente de produits dérivés variée.

La Redadeg parcourt en moyenne entre 1500 et 2000 km ; la Korrika fait en moyenne 2300 km de distance. Les kilomètres vendus tiennent compte du terrain et ne correspondent pas nécessairement à des kilomètres justes.

L'enthousiasme communicatif fait la force de ces manifestations et colporte cet engouement au sein des villages et des villes tout au long du tracé.

⁹⁸ <https://mignoned.bzh/fr/mignoned-ar-brezhoneg/qui-sommes-nous/>

⁹⁹ <https://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Patrimoine-culturel-immateriel/Files/Fiches-inventaire-du-PCI/Pastorale-souletine>

D'une façon globale, les événements culturels sont nombreux et ont quelque peu été freinés avec les restrictions sanitaires. En Bretagne, les concerts, les fest-noz ou les fest-deiz ont lieu tout au long de l'année, parfois en faveur de la langue par des sommes reversées aux écoles, notamment ; au Pays Basque, il y a également une multitude de fêtes de villages, de concerts et d'expressions culturelles au profit de la langue.

c) Herri Urrats

Après deux ans d'interruption, il s'agit de la grande fête des Ikastola, école en basque en Pays Basque Nord. Créée en 1984, Herri Urrats¹⁰⁰ a rassemblé ce 8 mai 2022 à Saint-Pée-sur-Nivelle des milliers de personnes autour d'animations nombreuses. En Bretagne, une telle fête a lieu à chaque décennie anniversaire des écoles Diwan, dans une ville de Bretagne (Morlaix, Carhaix...).

B. Euskaraldia, un événement structurant et de réappropriation linguistique

Euskaraldia est un événement qui se déroule sur une quinzaine de jours en novembre/décembre. Il existe depuis 4 ans, c'est donc la 4^{ème} édition. Il est défini comme une « dynamique sociale, qui encourage, par la pratique, l'utilisation de l'Euskara au quotidien. 225 154 personnes s'y sont inscrites en 2019.

Sur l'ensemble du territoire de langue basque, l'événement apparaît comme le prolongement d'un processus de revitalisation linguistique engagé il y a plusieurs décennies. Ses initiateurs ont saisi l'opportunité d'une étape charnière de l'Histoire de la langue basque, dans laquelle les initiatives et les politiques engagées ont permis de renforcer le nombre de locuteurs bascophones, pour envisager cette nouvelle stratégie innovante, comme un nouveau défi surfant sur les acquis du passé et cette base de locuteurs volontaires. Le concept s'appuie sur les recherches en sociolinguistique mettant en action les individus, les commerces et impliquant les collectivités territoriales au sein d'un projet commun. Chaque édition fait l'objet d'une analyse minutieuse des résultats de l'opération.

Initié par l'association transfrontalière Euskaltzaleen Topagunea et le vice-ministère de la politique linguistique du Gouvernement de la Communauté Autonome Basque, le projet est soutenu par la Députation forale de Gipuzkoa, le Gouvernement de Navarre, la Fondation Kutxa et l'Office Public de la langue basque (en Iparralde, partie sur le territoire français).

Concrètement, les milliers de participants se divisent en Belarripest et Ahobizi. Les premiers s'engagent à parler basque avec toutes les personnes qui le comprennent et les seconds invitent les bascophones à leur parler basque. Si les premiers représentent plus de 8 volontaires sur 10, tous s'impliquent dans cet exercice social à modifier les habitudes linguistiques. Les participants qui ont une bonne maîtrise de la langue choisissent plutôt d'endosser le rôle d'Ahobizi. Le Belarripest sera plutôt un « bascophone réceptif ».

Sous la direction du Professeur à l'UPV-EHU Pello Jauregi, les résultats de 2018 de l'opération, qui a été menée du 23 novembre au 3 décembre 2018, apportent un éclairage sur les prises de conscience quant aux habitudes linguistiques et les pistes à creuser pour faire avancer l'imprégnation de l'euskara dans la société basque.

Quatre variables entrent en jeu dans l'étude : le territoire ; la zone sociolinguistique (le pourcentage de locuteurs) ; la densité démographique des villes et villages ; l'importance des comités locaux d'Euskaraldia. L'écrasante majorité des personnes ayant répondu aux 3 enquêtes

¹⁰⁰ <https://seaska.eus/fr/herri-urrats>

après l'opération est issue de la Communauté Autonome Basque, dont la majorité en Gipuzkoa.¹⁰¹

Il est à noter que les plus motivés pour participer à l'opération sont les femmes (à 70 % des cas) et la tranche d'âge des 35-49 ans à 43,5 %.

L'analyse qualitative de l'étude démontre qu'Euskaraldia a été un événement extrêmement fédérateur, rassemblant autour d'une cause commune et impliquant des individus, des associations, des institutions, des collectivités, des commerces, des entreprises... Les participants entendent bien l'objectif de jouer le jeu pendant cette période et ils ont apprécié « sa tonalité respectueuse, inclusive et positive », basée sur « l'assertivité et l'empathie ». Autrement dit, il s'agit d'une démarche bienveillante aux yeux des participants, ne confrontant pas les différentes communautés linguistiques.

Kamila Gratien, chargée de mission pour Euskaraldia, est enjouée dans l'organisation de l'événement lors d'une présentation en présence d'élus¹⁰² dans la commune de Sare, village dans les montagnes d'Iparralde. « Les participants apposent un signe distinctif sur leurs vêtements. Lors de l'opération, nous tenons compte du niveau de langue de chacun, dans le respect, et l'habitude d'utiliser la langue. Car, en effet, certains connaissent le basque mais n'ont pas ou plus l'habitude de le parler au quotidien ». Une liste des commerces participants est abordée. « Il s'agit plus d'un engagement qu'une question de niveau de langue » souligne Kamila Gratien. « Pour les entreprises, il est question de l'usage de l'euskara à l'égard des clients, les relations extérieures, mais aussi au sein de l'établissement entre salariés ». Cette réunion avait aussi pour objectif de planifier des événements locaux didactiques, tournés vers l'enseignement, et des formations auprès de locuteurs qui ont un haut niveau de pratique de la langue. Certains sont dépêchés sur place s'il le faut. « On a pu compter sur une base de 200 personnes l'année passée à Sare¹⁰³, nous pensons pouvoir engager plus de monde » confiait la chargée de mission présidant la réunion.

On peut dire que le pari est réussi et a des résultats sur le long terme, bien au-delà de la quinzaine de jours des éditions d'Euskaraldia. La question linguistique s'est placée ostensiblement au centre des préoccupations sociales, d'une façon dynamique et participative, plus conviviale et attractive, sortant des schémas revendicatifs qui peuvent repousser la frange de la population tournant le dos aux démarches apparentées à de la politique.

On peut dire que l'action combinée des Ahobizi et des Belarripest, les premiers s'engageant à débiter toutes leurs conversations en basque, les seconds demandant que leurs interlocuteurs s'adressent à eux en basque, a eu pour effet de générer une émulation entre les participants et de même dépasser cet environnement social par de nouveaux cercles d'individus attirés par un environnement plus attentionné, attisant la curiosité des néophytes. « Ce caractère collectif a permis à certains d'aller au-delà du changement de pratique linguistique individuel pour devenir un moyen d'approcher un groupe linguistique, une culture et une société ».

Les rédacteurs du compte-rendu d'Euskaraldia parlent de « changement de perceptions linguistiques » en plus de permettre de changer les habitudes linguistiques. Cela a impliqué une prise de conscience de la réalité linguistique en y étant directement plongé : les pratiques naturelles, les anciennes et nouvelles pratiques selon les catégories socio-professionnelles, la possibilité d'utiliser l'euskara au quotidien et l'intensité de sa présence là où il n'aurait pas été

¹⁰¹ Répartition de l'échantillon selon le territoire : Araba, 9,3 % ; Biscaye, 31,9 % ; Gipuzkoa, 44,6 % ; Navarre, 12,6 % (régions basques sur l'Etat espagnol) ; 1,7 % pour l'ensemble des régions de l'Iparralde sur l'Etat français.

¹⁰² Réunion publique à Sare, le 30 septembre 2020. La langue de la réunion est le basque, un traducteur était présent pour m'aider à la compréhension.

¹⁰³ Sare comptait 2651 habitants lors du recensement de 2017. La population par tranche d'âge est relativement stable et homogène lors de ces 20 dernières années. Source : INSEE, [Dossier complet – Commune de Sare \(64504\) | Insee](#)

entendu sans l'événement... Le port d'un badge par des populations bascophones dans des grandes villes a permis d'entendre plus le basque et de débloquent des locuteurs tendant à l'isolement linguistique.

Enfin, l'analyse des 11 jours d'Euskaldia met en exergue des points à améliorer, c'est évidemment le but de ce compte-rendu quantitatif et qualitatif. La question étant d'agrandir le cercle de manière à ce que tout ne repose plus sur le seul socle des militants actifs de la langue. L'engagement des collectivités est réel, notamment sur la publicité en faveur de l'événement, mais pas suffisamment effectif dans l'implication. La pratique de conversations longues parmi les débutants n'a pas offert de grandes avancées : l'usage se banalise mais semble être resté limité pour ces derniers.

On voit que la charpente de cet événement majeur est bien installée, il reste à en affiner les stratégies et à tirer substance de ses diagnostics détaillés. Euskaldia offre déjà de larges perspectives sociales dans l'évolution de la langue basque.

C. La participation des collectivités

L'implication des collectivités de statuts départemental, communautaire (la communauté d'agglomération), régional, foral et autonome a été égrenée tout au long de cet article. Le détail des aides financières, l'accompagnement des projets par décisions politiques pourraient faire l'objet d'une longue étude. Aussi, nous en resterons ici aux observations précitées pour aboutir à une synthèse simple : les moyens de la Région Bretagne sont bien en-deçà de ceux mis en œuvre au Pays Basque, ne serait-ce que dans la Communauté d'Agglomération Pays Basque sur le territoire français, dont la superficie ne représente qu'un demi-département. Ainsi, ceux des communautés autonomes, dont l'essentiel des impôts y est levé, consacrent des sommes bien plus élevées que les budgets alloués au breton, toutes initiatives confondues sur les 5 départements bretons.

Au niveau municipal, la Charte Ya d'ar Brezhoneg propose aux communes, aux communautés d'agglomération, aux entreprises et aux associations de mettre en place des initiatives pour la langue bretonne. Près de 800 structures privées, 231 communes et 15 structures intercommunales ont signé la charte Ya d'ar brezhoneg. Cette charte propose trois labels pour les associations et entreprises ; 4 pour les collectivités, comprenant 40 actions réalisables. Chaque échelon est un niveau supérieur dans l'engagement pour l'utilisation de la langue.

Au Pays Basque Nord, 49 communes ont signé une charte équivalente, soit près du tiers de la Communauté d'Agglomération Pays Basque. Au Sud, de l'autre côté de la frontière entre les Etats, le statut officiel des langues implique que les collectivités, les institutions et les entreprises affichent et utilisent la langue basque.

La question de pallier l'absence d'une politique linguistique officielle accentue les initiatives locales en Iparralde (Pays Basque Nord). Ainsi, à Biarritz, secteur fortement touristique où le brassage de populations d'origines différentes est fort, la ville s'est dotée d'un service municipal pour la revitalisation de la langue basque. Dans de vastes bureaux de la mairie de Biarritz, Eñeko Gorri prend le temps d'expliquer en détail les stratégies mises en place dans son service : des initiatives associatives aux décisions politiques locales, le service municipal Euskara zernitzua s'applique à mener une politique cohérente, progressive et collant le plus possible à la réalité du territoire. De la même façon, les agglomérations urbaines de Bayonne et Hendaye développent leur propre politique linguistique municipale en se coordonnant avec l'Office Public de la Langue Basque pour éviter tout télescopage. Eñeko Gorri estime que ce qui est accompli est encore bien en-deçà des besoins mais il faut tenir compte des compétences de chacun, des

motivations de la population et de son niveau de conscience basque. Euskara zernitzua doit jongler entre les élus et les orientations politiques officielles, la supervision de l'OPLB, les interlocuteurs de l'Education Nationale et du Rectorat pour ce qui concerne l'enseignement et les propositions aux écoles et les échelons territoriaux (Communauté d'Agglomération Pays Basque, département, région administrative). A titre d'exemple, mettre en œuvre une action en faveur de la langue, comme une signalisation en basque pour l'école de musique, oblige de travailler en collaboration avec le département. Sur ce territoire urbain où 42,3 % des habitants ne sont pas nés au Pays Basque, le travail de consensus tous azimuts définit la feuille de route d'Euskara zernitzua. Durant la crise Covid, la mairie a ainsi participé à la campagne Etxean Euskaraz visant à inciter à l'apprentissage du basque, communiquer entre basques et ne pas interrompre le lien entre les enfants à la langue basque. Générer un environnement en basque, notamment sur les réseaux sociaux, est une manière de ne plus s'appuyer uniquement sur le domaine scolaire pour que la langue basque vive. De cette manière, le service municipal en charge de la langue basque propose différents fascicules et s'attèle à la stratégie du non-normatif où l'argot est aussi important que la qualité de langue pour satisfaire l'envie de la jeunesse de s'épanouir naturellement dans la langue basque.

D. Le monde du travail

Les secteurs professionnels qui souhaitent répondre à une demande sociale, mais aussi à des choix politiques ou personnels, ou encore à ceux d'une entreprise, mettent en place un environnement favorable à l'emploi des langues. En Bretagne, les labels de la Charte Ya d'ar brezhoneg, vus précédemment, permettent d'atteindre des paliers d'objectifs. La dernière étude¹⁰⁴ de l'Office Public de la Langue Bretonne estime à environ 1300 postes de travail en breton, équivalent temps plein, il y a une dizaine d'années. L'enseignement représente presque 80 % des salariés utilisant le breton au travail. Certains métiers exposés au breton quotidiennement ne comptent que très peu de salariés brittenophones. C'est le cas des services à la personne et les professions de santé (0,9 %) : cela montre un déficit de formation et d'information auprès des personnels. En 1996, la Maison du Lac de l'hôpital Prosper Chubert de Vannes comptait à peu près le tiers de personnes âgées s'exprimant en breton. Environ 5 % ne connaissaient pas ou plus le français (soit par manque de maîtrise du fait que le breton était leur langue maternelle et la langue majoritairement parlée durant leur vie, soit du fait de certaines pathologies comme Alzheimer, renforçant la présence de la langue de l'enfance)¹⁰⁵. Pour le confort des résidents, des patients et pour favoriser les liens humains intergénérationnels, l'absence de promotion de l'apprentissage du breton auprès des personnels est regrettable. Or, cet état de fait est aussi imputable à un métier difficile, aux conditions de travail lourdes, voire dégradées ces dernières années. Les autres métiers dans lesquels le breton a une existence relevée par l'OPLB sont la gestion des structures, la formation pour adultes ; les médias ; la culture ; l'administration publique ; l'artisanat, l'industrie et le commerce ; les arts et spectacles. L'emploi du breton dans le monde du travail était en croissance de 40 % sur 6 ans, dans toutes les catégories de métier. Le marché du travail en breton, bien qu'encore faible, est exponentiel comme le démontre les récentes annonces de recherche d'emploi. C'est une motivation certaine pour de nombreux stagiaires adultes, ainsi que le soulignent Emmanuelle Siohan et Cédric Laur, respectivement directrice de Skol an Emsav (siège à Rennes) et directeur de Roudour (siège à Carhaix), dans des entretiens. Cela génère aussi des partenariats avec les entreprises, les autres centres de formation et les collectivités qui ajoutent des subventions à la participation de la Région pour ce qui concerne les structures de formation intensive à statut associatif (sauf pour

¹⁰⁴ La langue bretonne dans le marché du travail en 2012. OPLB, Observatoire des pratiques linguistiques. 2013.

¹⁰⁵ Données personnelles.

Roudour, entreprise). Le nombre de salariés en formation en breton approche les 200 par an, ces dernières années¹⁰⁶.

Enfin les 4/5^{ème} de ces postes sont des CDI.

En CAB et en Navarre, les propositions pour impulser l'euskara au travail sont nombreuses¹⁰⁷. L'officialité de la langue la rend utilisable partout dans les échanges au sein du territoire de langue basque. La primauté du basque¹⁰⁸ l'emporte en CAB dans les relations de travail, les échanges commerciaux, les réunions, l'informatique et l'affichage. Dans les territoires de langue basque en Navarre, le gouvernement s'efforce de faire appliquer des critères similaires. Au Nord, sans statut officiel d'Etat, les stratégies sont plus inclusives¹⁰⁹ : il convient de convaincre les entrepreneurs, les commerçants de leur environnement bascophone, de l'intérêt pour ces derniers de prendre en compte la réalité linguistique de la clientèle puisqu'une majorité de scolaires, présageant l'avenir socio-économique local, parle basque dans plusieurs villes. Des mairies souhaitent embaucher de jeunes bascophones avec à leur tête des élus qui perçoivent et expriment l'idée que le monde du travail s'inscrit comme la suite logique de la création des Ikastola dans le développement de l'utilisation du basque.

En Alava, en CAB, a lieu chaque année la remise des prix Lazarraga par la députation forale. « L'objectif principal des Prix Lazarraga est de récompenser les entités ou les personnes qui travaillent en faveur de la langue basque dans le secteur socio-économique d'Alava, de reconnaître leurs efforts et de diffuser leurs parcours pour en faire des modèles. ». Parmi les critères énumérés : les ressources mises en œuvre pour travailler en euskara ; les contrats et les embauches ; les documents internes ; la communication externe ; l'environnement linguistique ; les notices des produits ; la réalisation de stages de formation professionnelle en euskara en entreprise ; la formation en euskara proposée aux salariés ; les mesures d'intégration sociale dans les activités de la société ; toute autre mesure liée à la promotion de la langue basque dans le secteur socio-économique. Une proposition de plan de développement du basque dans les domaines socio-économiques avait été élaborée en 2013 par Kontseilua¹¹⁰.

En matière de justice, le castillan reste la langue utilisée, ce que déplorent certains avocats basques¹¹¹.

Enfin, à travers l'enquête sociolinguistique de 2016, 51 % des bascophones interrogés en Iparralde disaient parler autant ou plus le basque que le français sur leur lieu de travail. Pourtant, les moyens financiers et administratifs officiels mis en œuvre pour favoriser son emploi sont bien en-deçà que ceux employés de l'autre côté des Pyrénées. Il s'agit de 20,5 % sur l'ensemble d'Euskal Herria, la totalité du Pays Basque, et ce chiffre dépasse le quart de la population en CAB.

¹⁰⁶ L'enseignement aux adultes, bilan 2019. OPLB, Observatoire des pratiques linguistiques. 2020. P. 4.

<https://www.fr.brezhoneg.bzh/47-enseignement.htm>

¹⁰⁷ Langileak eta euskara. Propuestas para impulsar el conocimiento y el uso del euskara en los centros de trabajo.

¹⁰⁸ <https://www.emakunde.euskadi.eus/emakunde/-/lengua-de-trabajo-emakunde/>

¹⁰⁹ <https://www.sudouest.fr/pyrenees-atlantiques/hendaye/vivre-et-travailler-en-euskara-oui-mais-9227368.php>

¹¹⁰ <https://kontseilua.eus/projets/declaration-pour-euskaldunizar-le-monde-du-travail/>

¹¹¹ <https://www.spri.eus/es/innovacion-comunicacion/la-jornada-buenas-practicas-el-euskera-en-el-trabajo-de-la-mano-de-basquepro-elkargoak-euskaraz/>

Conclusion :

Cet article n'a pas pour but d'être exhaustif mais il offre un regard croisé qui permet de distinguer les chemins pris dans deux territoires d'Europe occidentale pour défendre leur langue. L'analyse détaillée des initiatives et des stratégies appliquées, puis la mise en place des moyens financiers en appui, mériteraient une étude plus approfondie. Cette étude croisée fait aussi l'impasse sur le maillage associatif, tel le rôle des fédérations associatives regroupées en Bretagne par « Emglev » – des ententes de pays réunies pour des projets culturels communs dans des « Ti ar Vro » et au sein des collectivités sur lesquelles elles rayonnent – ou encore les Gaztetxe du Pays Basque, viviers de projets très divers dont la diffusion de la langue à travers des actions militantes concrètes. Il faudrait aussi se pencher plus encore sur certaines structures à l'attention des enfants : centres aérés, camps de vacances (UBAPAR en Bretagne), qui sortent la langue du domaine purement scolaire. De là, une recherche focalisée sur le désir de transmettre la langue pour chaque classe d'âge donnerait l'évolution de la perception d'inclure la langue dans une vision sociétale de récupération linguistique.

Il ressort de ces investigations une différence de traitement notable des enquêtes sociolinguistiques entre la Bretagne et le Pays Basque. Plusieurs diagnostics et analyses n'ont pas forcément d'effets en Bretagne dans les décisions politiques alors qu'en Pays Basque, les statistiques et leurs analyses apparaissent plus nombreuses et plus finement décortiquées dans l'objectif réalisable d'aboutir à des propositions politiques et des applications réelles dans la vie quotidienne des Basques, que ce soit dans la sphère publique ou privée. Ainsi, la différence de statuts permettant l'application d'une politique linguistique plus ambitieuse et structurée et l'engagement de finances conséquentes n'expliquent pas tout dans la différence entre l'avancée linguistique basque et le recul statistique du breton, en termes de locuteurs. Le suivi, l'adaptation aux évolutions de la société, le souhait de répondre à de nouveaux défis adaptés à la réalité sociologique de la population et une certaine rigueur peuvent faire la différence. Il en va de même dans le développement des écoles par immersion : plusieurs écoles bretonnes observent une hémorragie d'élèves et d'enseignants, certaines d'entre-elles voient leurs effectifs chuter, voire ferment (Questembert), parfois gangrénées par des désaccords internes. Le territoire du Pays Basque Nord est aussi plus petit pour suivre de plus près le développement des écoles et mettre en place des cadres souples et structurants à la fois. Un autre facteur qui ressort de l'engagement basque pour la langue est une conscience sociétale source de cohésion : l'appartenance à une identité commune se traduit par un engagement de terrain, parfois plus radical, mais soucieux de l'avenir d'une communauté de destin commun.

Néanmoins, cette vitalité basque donne moins l'impression de sortir des limites d'Euskal Herria sur la scène médiatique et dans les négociations au plus haut niveau de l'Etat. Ainsi, les Basques mesurent actuellement les effets de la Loi Molac sur « le cas basque ». Le député breton a placé les langues dites « minoritaires » au cœur du débat dans les rouages de la République française, bousculant ainsi les repères de l'Une et Indivisible. Le projet de loi visait la promotion et la protection des langues puis son inscription dans un cadre juridique, dans la continuité de l'art. 75-1¹¹² et des conventions internationales¹¹³. Le contenu initial ambitionnait des dispositifs législatifs dans la protection du patrimoine, l'enseignement, les services publics, la souplesse concernant le temps imparti pour ces langues dans l'enseignement bilingue, les possibilités de financement des collectivités territoriales, les dispositions du Code de l'Education pour le versement du forfait scolaire par les municipalités lorsque la commune d'origine des enfants scolarisés ne propose pas d'enseignement bilingue, la participation des services publics dans la politique linguistique, la possibilité d'effectuer des actes d'état civil dans la langue régionale,

¹¹² <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGISCTA000006095833>

¹¹³ <https://en.unesco.org/creativity/convention>

l'adoption de l'usage des signes diacritiques (comme le ñ, censuré par le Conseil Constitutionnel). Cela a eu le mérite d'afficher des revendications linguistiques au plus haut niveau de l'Etat et de pousser à la réflexion politique. Preuve en est : cinq de ces articles concernant l'enseignement bilingue avaient été supprimés par le Sénat avant la réintégration de deux articles majeurs : la reconnaissance de l'enseignement immersif ; le forfait scolaire versé par les communes. Or, le Conseil Constitutionnel s'attribuant le droit de réévaluer la totalité de la loi a censuré deux articles primordiaux concernant l'enseignement immersif et l'autorisation des signes diacritiques. Face à l'illégalité déclarée de l'enseignement immersif et la brutalité de cette décision par le Conseil Constitutionnel, la Bretagne et le Pays Basque ont été les territoires qui se sont le plus mobilisés. Le rapport de force engagé par les Basques découle immédiatement d'une conjonction des énergies de la société civile et des acteurs politiques locaux. Quatre communes ont même demandé un modèle immersif contre vents et marées et trois d'entre elles ont eu gain de cause. Les responsables associatifs et politiques basques ont ainsi « forcé le pragmatisme » des instances dirigeantes et des élus de l'Etat par différents leviers, notamment celui des échéances électorales importantes en cours (Présidentielles et Législatives). Face à cette insécurité juridique, les appels à la désobéissance civile se multiplient et sont médiatisés. Récemment, les Basques d'Iparralde appellent à passer les épreuves du baccalauréat en basque (les Bretons avaient fait de même) dans le cadre d'Herri Urrats¹¹⁴, la fête des écoles en basque qui a rassemblé des milliers de personnes. Parallèlement, responsables et membres des équipes pédagogiques des lycées Diwan engagent un bras de fer contre le Rectorat de Rennes pour défendre des heures d'enseignement supprimées (dotation globale horaire) au motif que Diwan pratique l'enseignement immersif, « sacrifiant ainsi un enseignement pour en maintenir un autre » selon les enseignants.

A côté de cette actualité peu favorable aux langues bretonnes et basques dans l'Etat français, le Conseil Régional de Bretagne fait la Une de l'actualité par l'instauration officialisée du breton et du gallo lors des sessions plénières de l'assemblée bretonne. Une initiative justifiée par le Président de Région, Loïg Chesnais-Girard, de « laisser faire les territoires » mais dans « une autonomie liée à la République ».

De toute évidence, si l'identité linguistique s'exprime puissamment au Pays Basque, se traduisant par une pléthore de supports culturels, la Bretagne bénéficie de son côté d'une image internationale, comme le fait valoir la présence du breton à l'Eurovision, pour la deuxième fois. Une présence à l'image de son drapeau, le Gwenn-ha-du, visible partout et bien au-delà de la Bretagne. Sur le plan économique, le logo « Produit en Bretagne » s'exporte loin des limites de la péninsule armoricaine et accompagne ainsi indirectement la diffusion de l'existence d'une langue celtique continentale, à l'Ouest de l'Europe. A titre de comparaison symbolique, l'Ikurriña, le drapeau basque, est emblématique au Pays Basque, où il est omniprésent, alors qu'il semble plus confidentiel en dehors de ses limites historiques.

Pour conclure, je reprendrais ces paroles d'une députée basque répondant sur les questions linguistiques : « [au sujet de nos langues] nous ne devons pas parler de menaces. Nous avons des défis (...), nous les réaliserons dans l'engagement collectif. »

¹¹⁴ <https://www.sudouest.fr/pyrenees-atlantiques/bayonne/pays-basque-un-appel-a-la-desobeissance-formule-depuis-la-fete-d-herri-urrats-10864947.php>

Bibliographie :

Adam Catherine. Bilinguisme scolaire breton-français du jeune enfant : les représentations parentales et leurs influences. Linguistique. Université de Bretagne occidentale - Brest, 2015. [Adam Catherine, Bilinguisme scolaire breton-français du jeune enfant. Les représentations parentales et leurs influences. Thèse, 2018].

Amorrortu E., Ortega A., Zergatik eskolaratzen diluzte gurasoek seme-alabak euskarazko hizkuntza-ereduetan ? (Pourquoi les parents inscrivent-ils leurs enfants dans les modèles en langue basque ?), Euskara, 54, 2(1), 2009. pp. 579-602.

Balcou-Debussche Maryvette et Tupin Frédéric, L'inscription paradoxale du dispositif Diwan en Bretagne. Education et socialisation, les Cahiers du CERFEE, 45, Varia, 2017.

Bariou Robert. Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne centrale : l'exemple de la Haute-Cornouaille. Article *in* Norois, n°84, 1974. pp. 527-539 .

Cenoz J., The increasing role of English in Basque education. Sous la direction de De Houwer et Wilton, English in Europe today. John Benjamins, Amsterdam, 2011. pp. 15-30.

Chantreau Katell, Gildas Grimault, Liseidi Diwan, o familhoù hag ar brezhoneg. Enklask kaset da benn etre miz Du 2019 ha miz Genver 2020. Lise Diwan Karaez, Skol-Veur Roazhon 2, Rannvro Breizh, CREAD, Ofis Publik ar Brezhoneg.

Coyos Jean-Baptiste, L'enseignement scolaire bilingue basque-français : avancées et limites. Christine Hélot et Jürgen Erfurt. L'éducation bilingue en France Politiques linguistiques, modèles et pratiques, Lambert-Lucas, pp.168-182, 2016.

De Esteban Jorge, *Constituciones españolas y extranjeras*, vol. 1, Madrid, Éd. Taurus, 1977, p. 310 et 320.

Deléon Bertrand. Bezañs dizehan ar brezhoneg e “Reter gallaouek” Bro-Wened. Literature. 2019.

Dréan Hervé. L'environnement sonore en Haute-Bretagne (1880-1950) : l'exemple de la région de La Roche-Bernard. Linguistique. Université Rennes 2, 2018.

Elkartea Garabide, La récupération de langue basque III. Les Médias. 2010.

Elkartea Garabide, La récupération de langue basque VI. L'éducation. 2010.

Fanny Chauffin. Diwan, pédagogie et créativité : approche critique des relations entre pédagogie, créativité et revitalisation de la langue bretonne dans les écoles associatives immersives Diwan. Linguistique. Université Rennes 2, 2015.

Gorter D., Zenotz V., Etxague X., Cenoz J., Multilingualism and European Minority Languages : The Case of Basque. In Gorter D., Zenotz V. & Cenoz J. (sous la direction de), *Minority languages and multilingual education : bridging the local and the global*, Springer, Berlin, 2014. pp. 351-378.

Herreras José Carlos, Le statut des langues de l'Espagne dans les nouveaux "statut d'autonomie" in *La linguistique* 2008/1 (Vol. 44), pages 7 à 28.

Herreras José Carlos, "Le statut des langues régionales espagnoles au sein de l'Union européenne", *Actes du XXIX^e Colloque international de linguistique fonctionnelle, Helsinki 2005*, Juhani Härma et autres (éd.), Helsinki, Département des langues romanes de l'Université de Helsinki, p. 97-102.

Isabelle Duguine. Motivation et apprentissage du basque chez les adultes francophones. 2017.

Lagrenade Maite, Langue basque, identités et territoire. Logiques d'action et mobilisations collectives autour de la scolarisation en basque. Sociologie. Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2018.

Larrinaga Renteria Ane, L'enseignement du basque et en basque dans la Communauté Autonome Basques. Cahiers internationaux de sociolinguistique, L'Harmattan, « 2017/1 N° 11, pp. 83 à 106.

Le Coadic Ronan. Les contrastes bretons.. *Ethnologie française*, Presses Universitaires de France, 2003, XXXIII (3), pp.373-379.

Le Coadic Ronan. Nous avons rencontré l'ennemi, et c'est nous. Les sociétés minoritaires ou minorisées face à la globalisation : uniformisation, résistance ou renouveau ? Actes du colloque de Yakoutsk, 16-19 octobre 2012, tome 2, 2015.

Le Pipec Erwan, Le breton, langue-totem ? *La Bretagne linguistique*. Séminaire du 11 mai 2012, *Varia*. 2014. pp. 137-176.

Muguruza Beñat, L'enseignement en milieu basque au Pays Basque espagnol : pourquoi est-il en hausse ?, Les langues d'enseignement, enjeu politique, *Revue internationale de Sèvres*, 70, décembre 2015.

Pichon Denis, Normalisation d'une langue régionale dans la sphère économique : de l'utopie à la réalité. Le cas de la langue bretonne. Linguistique. Université Rennes 2, 2016.

Enquêtes et rapports (en dehors des rapports budgétaires mentionnés en références en bas des pages de l'article) :

Análisis de los discursos básicos sobre el euskara. Proyecto EGOD. Consejo Asesor del Euskara, Eusko jaurlaritza / Gobierno vasco, 2016.

Ar brezhoneg e-kreiz ar roudour, eil danevell hollek war stad ar brezhoneg. Arsellva ar brezhoneg, 2002-2007. OPLB, 2007.

Appréhender la présence, les pratiques et la perception de la langue béarnaise / gasconne / occitane sur le territoire des Pyrénées-Atlantiques ainsi que les besoins et les attentes de la population dans ce domaine. Enquête sociologique Pyrénées Atlantique. COHDA, études et préconisations marketing. Avril 2018.

Assemblée Nationale, rapport Joël Giraud. Commission des Finances de l'Economie Générale et du Contrôle Budgétaire sur le projet de Loi de Finances, 2020. Transmission des savoirs et démocratisation de la culture. Rapporteuse spéciale, Mme Dominique David, députée.

Barriñ ar Mae, La pose de la branche de mai. Usages et représentations du végétal en Bretagne, le cycle de mai. Fiche type d'inventaire du patrimoine culturel immatériel de la France. Léna Le Roux, Marion Rochard. CRBC – Ministère de la Culture et de la Communication. 2013.

Convention for the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions. Diversity of Cultural Expressions. UNESCO, 2005.

En Bretagne, plus de la moitié des jeunes vivent dans une commune rurale. Insee Analyses Bretagne, n° 107, janvier 2022.

Enquête sociolinguistique, Région Bretagne, Office Public de la Langue Bretonne. Carhaix, 2018.

Enklask sokioyezhoñiel Rannvro Breizh 2018. Ofis Publik ar Brezhoneg. Gwened, 2019.

Etude relative à Euskaraldia I, analyse des résultats. Territoire de langue basque. Eusko Jaurlaritzaren Argitalpen Zerbitzu Nagusia. Vitoria-Gasteiz, 2018-2019.

Étude sur les habitudes de fréquentation et la consommation des médias au Pays Basque et des médias et émissions en langue basque. Office Public de la Langue Basque - COHDA. Octobre 2019.

Euskara jalgi hadi plazara / Euskara rayonne sur les places. Politique linguistique de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, en faveur de la langue basque. Euskal Hirigune Elkargoa. Communauté d'Agglomération Pays Basque, 2018.

Evolution et structure de la population en 2018, Bretagne. Insee Analyse Bretagne, 2022.

Hizkuntza Eskubideak Bermatzeko Protokoloa / Protocole pour la Garantie des Droits Linguistiques. Donostia, 2016.

Kentelioù brezhoneg d'an oadourien / Cours de breton pour adultes, 2021-2022. Ofis Publik ar Brezhoneg.

La langue bretonne dans le marché du travail en 2012. OPLB, Observatoire des pratiques linguistiques. 2013.

La langue bretonne dans le secteur de l'accueil du jeune enfant en 2017. Office Public de la Langue Bretonne, Pôle étude et développement ; Observatoire des pratiques linguistiques, 2020.

L'édition en langue bretonne et en gallo. Office Public de la Langue Bretonne, Pole Etude et Développement. Observatoire des pratiques linguistiques, 2016.

Langileak eta euskara. Propuestas para impulsar el conocimiento y el uso del euskara en los centros de trabajo, 2020.

La pastorale souletine. Fiche type d'inventaire du patrimoine culturel immatériel de la France. BERDOU Rémy et CASAHOUS Audrey, Laboratoire ITEM, EA 3002, UPPA. – Ministère de la Culture et de la Communication. 2012.

L'apprentissage de la langue chez les néo-Bretons. Office de la Langue Bretonne, mars 2019.

L'enseignement aux adultes. Bilan 2019. Office Public de la Langue Bretonne, Observatoire des pratiques linguistiques. 2020.

Les chiffres de la rentrée scolaire de l'enseignement bilingue en 2021. Office Public de la Langue Bretonne, Pôle étude et développement. Observatoires des pratiques linguistiques, novembre 2021.

Medición de luso de las lenguas en la calle. Euskal Herria, 2016. Soziolinguistika klusterra, julio de 2017.

Motivation des élèves AEK. Erramun Bachoc, 2017.

Plan Director de las Enseñanzas en Euskara 2021 - 2024. UPNA (Universidad Pública de Navarra / Nafarroako Unibertsitate Publikoa). Euskaraz. 2021.

Présentation de l'Office public de la langue basque. Office public de la langue basque, 2020.

Sistema de Indicadores del Euskera, Departamento de Cultura y Política Lingüística. Eusko jaurlaritza / Gobierno vasco. 1991-2016.

VI^e Encuesta Sociolingüística del conjunto del territorio del euskara. Gobierno Vasco, Viceconsejería de Política Lingüística) ; Gobierno de Navarra (Euskarabidea – Instituto Navarro del Euskara) ; Euskararen Erakunde Publikoa / Office Public de la Langue Basque. 2016.

VI^e enquête sociolinguistique, 2016, gouvernement de la Communauté Autonome Basque, gouvernement de Navarre, Office Public de la Langue Basque, Eusko Jaurlaritzaren Argitalpen Zerbitzu Nagusia. Vitoria-Gasteiz, 2019.

XVI^e Informe de la Edición en Euskara 2020. Eusko jaurlaritza / Gobierno vasco, departamento de cultura y política lingüística ; Gremio de Editores de Euskadi ; Federación de Gremios de Editores de España.